



Assemblée générale

Distr. générale
27 septembre 2011
Français
Original : anglais

Soixante-sixième session
Point 140 de l'ordre du jour
Corps commun d'inspection

Transparence dans la sélection et la nomination des hauts fonctionnaires au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre aux membres de l'Assemblée générale le rapport du Corps commun d'inspection intitulé : « Transparence dans la sélection et la nomination des hauts fonctionnaires au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies » (JIU/REP/2011/2).



**Transparence dans la sélection et la nomination
des hauts fonctionnaires au Secrétariat
de l'Organisation des Nations Unies**

Rapport établi par

**Deborah Wynes
Mohamed Mounir Zahran**

**Corps commun d'inspection
Genève, 2011**

Résumé analytique

Transparence dans la sélection et la nomination des hauts fonctionnaires au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies JIU/REP/2011/2

Le présent rapport a été établi en application du paragraphe 19 de la résolution 64/259 de l'Assemblée générale, «Élaboration d'un système d'application du principe de responsabilité pour le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies», et sera soumis à l'Assemblée générale durant la partie principale de sa soixante-sixième session. Il a pour objectif d'examiner l'efficacité, la cohérence, le respect des délais et la transparence des processus actuels de sélection et de nomination des hauts fonctionnaires au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et de proposer des recommandations de nature à améliorer la transparence. Aux fins du présent rapport, on entend par hauts fonctionnaires le ou la Vice-Secrétaire général(e), les Secrétaires généraux adjoints et les Sous-Secrétaires généraux. L'étude porte exclusivement sur le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Principales constatations et conclusions

Les États Membres n'ignorent rien du processus décrit dans le rapport du Secrétaire général sur le principe de responsabilité (A/64/640) et, pour la plupart, n'ont pas exprimé de préoccupations majeures quant à la description du processus lui-même. En revanche, l'application du processus, qui est considérée comme opaque et comme soulevant de nombreuses questions quant aux modalités, pose problème.

Les États Membres comme les inspecteurs reconnaissent au Secrétaire général le pouvoir discrétionnaire explicite de procéder à la nomination des hauts fonctionnaires, mais les inspecteurs pensent que cela ne veut pas dire pour autant que le Secrétaire général aurait carte blanche pour contourner le processus qu'il a établi, et que ce pouvoir discrétionnaire ne saurait servir d'excuse pour s'affranchir de toute transparence.

La difficulté réside dans la nécessité de trouver un juste équilibre entre la fourniture de suffisamment d'informations aux États Membres pour qu'ils soient convaincus de l'ouverture, de l'équité et de la transparence du processus sans pour autant compromettre la vie privée des candidats ni le caractère confidentiel de la concertation engagée par les jurys d'entretien ou le Secrétaire général lui-même.

De l'avis des inspecteurs, dès qu'il apprend qu'un poste va devenir vacant, le Secrétariat devrait publier une annonce de vacance, quel que soit le poste à pourvoir, si ce n'est ceux d'envoyé spécial et de conseiller personnel. Il devrait envoyer, moyennant un préavis d'au moins un mois, une note verbale transmettant l'annonce de vacance à tous les États Membres et à tous les organismes, fonds et programmes des Nations Unies.

Il arrive souvent que les États Membres proposent la candidature d'une personne dont les qualifications peuvent ne pas convenir. Les inspecteurs sont convaincus que le mérite devrait être le principal critère de sélection des hauts fonctionnaires et que les États Membres sont tenus de proposer au Secrétaire général pour examen le nom de candidats pleinement qualifiés. Il faudrait concevoir un site Web qui transmette aux États Membres et aux candidats potentiels des informations sur les nominations à de hautes fonctions au sein du Secrétariat.

Les inspecteurs ont constaté que les membres des jurys d'entretien, qui occupent eux-mêmes les plus hautes fonctions au Secrétariat, passaient du temps à effectuer une sélection préliminaire des candidats, sans procéder à une vérification approfondie de leurs références. C'est le Bureau de la gestion des ressources humaines (BGRH) ou son équivalent à qui devrait incomber la charge de la sélection préliminaire des candidats qui ne répondent pas aux critères obligatoires. Pour éviter tout risque grave d'atteinte à la réputation de l'Organisation, une fois dressée la liste courte, le BGRH ou son équivalent devrait contrôler de près toutes les informations fournies par les candidats retenus, à savoir diplômes, références, fonctions exercées antérieurement, etc., avant que le jury d'entretien ne transmette la liste au Secrétaire général pour décision.

Le Secrétaire général reconnaît la réalité politique dont il doit tenir compte au sein de l'Organisation mais aucun poste ne serait réservé à un État Membre ou un autre. Il reste que l'annexe II montre qu'historiquement aucun Secrétaire général n'a échappé aux pressions politiques qui se sont exercées sur lui à cet égard. De l'avis des inspecteurs, si toutes les vacances de poste étaient annoncées et les annonces envoyées à tous les États Membres, fonds et programmes des Nations Unies, les conditions stipulées au paragraphe 3 e) de la résolution 46/232, par lequel l'Assemblée générale décidait que, en règle générale, un ressortissant d'un État Membre ne devait pas succéder à un ressortissant du même État occupant un poste élevé, aucun État ni groupe d'États n'ayant de monopole sur des postes élevés, devraient être remplies.

S'agissant des postes pour lesquels l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé qu'il y aurait un roulement géographique entre le «Nord» et le «Sud», selon les inspecteurs, les candidatures ne devraient être recherchées que dans la région à qui il revient de pourvoir le poste. À supposer, par exemple, qu'un fonctionnaire occupant un poste soit originaire du Nord et que son successeur doive venir du Sud, des notes verbales annonçant la vacance et leur demandant de proposer des candidats devraient être envoyées uniquement aux États Membres du Sud, les États Membres du Nord en étant simplement tenus informés.

Recommandations à examiner par l'Assemblée générale

- L'Assemblée générale devrait demander au Cabinet du Secrétaire général de créer, puis mettre à jour chaque mois, un site Web dédié qui transmettrait aux États Membres et aux candidats potentiels des informations précises sur les nominations à des postes de direction, comme il est indiqué au paragraphe 88 du présent rapport.
- L'Assemblée générale devrait approuver les directives énoncées au paragraphe 87 a) à l) du présent rapport et demander au Secrétaire général de les suivre pour sélectionner et nommer les hauts fonctionnaires tout en respectant le processus décrit dans le rapport du Secrétaire général sur le principe de responsabilité.

Table des matières

| <i>Chapitre</i> | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Résumé analytique | 3 |
| Sigles et acronymes..... | 6 |
| I. Introduction | 8 |
| II. Rôle du Secrétaire général | 10 |
| III. Préoccupations des États Membres | 11 |
| IV. Échelons et fonctions des hauts fonctionnaires..... | 12 |
| A. Définitions..... | 12 |
| B. Processus actuels de sélection et de nomination..... | 15 |
| V. Application des processus..... | 19 |
| VI. Mesures de nature à améliorer la transparence : directives et site Web | 31 |
| VII. Recommandations | 33 |
| Annexes | |
| I. Secrétaires généraux adjoints et Sous-Secrétaires généraux au 31 décembre 2010..... | 35 |
| II. Liste des Secrétaires généraux adjoints et des Sous-Secrétaires généraux et titulaires de postes de rang équivalent..... | 50 |
| III. Présentation succincte des observations du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies sur le projet de rapport du CCI..... | 68 |
| IV. Vue d'ensemble des mesures à prendre par les organisations participantes suite aux recommandations du CCI – JIU/REP/2011/2..... | 70 |

Sigles et acronymes

| | |
|----------|--|
| BANUGBIS | Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau |
| BCAH | Bureau de la coordination des affaires humanitaires |
| BGRH | Bureau de la gestion des ressources humaines |
| BINUB | Bureau intégré des Nations Unies au Burundi |
| BINUCA | Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine |
| BINUCSIL | Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone |
| BINUSIL | Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone |
| BNUB | Bureau des Nations Unies au Burundi |
| BO | Budget ordinaire |
| BSCI | Bureau des services de contrôle interne |
| CCI | Corps commun d'inspection |
| CCQAB | Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires |
| CNUCED | Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement |
| DAES | Département des affaires économiques et sociales |
| DG | Département de la gestion |
| FINUL | Force intérimaire des Nations Unies au Liban |
| FNUOD | Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageant |
| GNUD | Groupe des Nations Unies pour le développement |
| HCDH | Haut-Commissariat aux droits de l'homme |
| HCR | Haut-Commissariat des Nations Unies aux réfugiés |
| MANUA | Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan |
| MANUI | Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq |
| MINUAD | Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour |
| MINUK | Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo |
| MINUL | Mission des Nations Unies au Libéria |
| MINURCAT | Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad |
| MINURSO | Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental |
| MINUS | Mission des Nations Unies au Soudan |
| MINUSTAH | Mission des Nations Unies pour la stabilisation d'Haïti |

| | |
|-------------|--|
| MONUSCO | Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo |
| OHRM | Bureau de la gestion des ressources humaines |
| ONG | Organisation non gouvernementale |
| ONUCI | Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) |
| ONUDC | Office des Nations Unies contre la drogue et le crime |
| ONUG | Office des Nations Unies à Genève |
| ONU-Habitat | Programme des Nations Unies pour les établissements humains |
| ONUST | Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve |
| PAM | Programme alimentaire mondial |
| PNUE | Programme des Nations Unies pour l'environnement |
| RDC | République démocratique du Congo |
| RFA | République fédérale d'Allemagne |
| SGA | Secrétaire général adjoint |
| SSG | Sous-Secrétaire général |
| TIC | Technologies de l'information et de la communication |
| UA | Union africaine |
| UNOPS | Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets |
| UNRWA | Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient |
| URSS | Union des Républiques socialistes soviétiques |

I. Introduction

1. Conformément au paragraphe 19 de la résolution 64/259 de l'Assemblée générale, « Élaboration d'un système d'application du principe de responsabilité pour le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies », le Corps commun d'inspection (CCI) a inscrit à son programme de travail de 2010 l'examen des mesures qui pourraient être prises pour accroître encore la transparence du processus de sélection et de nomination des hauts fonctionnaires au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le rapport doit être soumis à l'Assemblée générale durant la partie principale de sa soixante-sixième session. Cette demande découle d'une conclusion tirée par les États Membres, à savoir que, d'après les deux rapports du Secrétaire général sur le principe de responsabilité, l'amélioration de la transparence dans le processus de recrutement n'a pas suffisamment progressé¹.

3. La sélection et la nomination des hauts fonctionnaires posent problème depuis la création de l'Organisation des Nations Unies, en 1945. Bien naturellement, le pouvoir du Secrétaire général de sélectionner et nommer les hauts fonctionnaires se heurte et se heurtera toujours au désir des États Membres de placer leurs propres ressortissants à ces postes. La nécessité de respecter le principe d'une répartition géographique aussi large que possible, ainsi que celui de l'équité entre les sexes, complique encore la situation. Or l'idée que le processus de nomination « manquerait de transparence » est largement répandue et mérite donc que l'on s'en préoccupe.

4. La présente étude a pour objectif d'examiner l'efficacité, la cohérence, le respect des délais et la transparence des processus actuels de sélection et de nomination des hauts fonctionnaires au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies² et d'avancer des recommandations de nature à améliorer la transparence. On entend par hauts fonctionnaires le ou la Vice-Secrétaire général(e), les Secrétaires généraux adjoints et les Sous-Secrétaires généraux. Bien que le Secrétaire général ait un rôle personnel à jouer dans la sélection et la nomination au rang de directeur D-2³, ce groupe a été exclu de l'étude parce que le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) a effectué à ce sujet un audit dont la portée s'étendait aux postes de directeur D-1 et D-2⁴. La présente étude ne porte par ailleurs que sur le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, conformément à la résolution 64/259, et a exclu les directeurs des fonds et programmes et autres entités, dont il était question

¹ Le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/64/683, par. 28) sur le rapport du Secrétaire général, intitulé «Élaboration d'un système d'application du principe de responsabilité pour le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies», rappelait que le Secrétaire général aurait dû mettre au point «des règles de nomination et de sélection qui fassent coïncider les qualifications et l'expérience des candidats avec les postes à pourvoir aux échelons supérieurs, dans un esprit d'ouverture et de transparence». Le Comité consultatif concluait que «la mise en œuvre de cette méthode n'a[vait] pas suffisamment avancé».

² Pour l'organisation du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, voir la circulaire du Secrétaire général ST/SGB/2002/11 et http://www.un.org/aboutun/chart_en.pdf.

³ Voir Groupe consultatif de haut niveau, ST/SGB/2009/2, en vigueur au 1^{er} janvier 2009, et Système de sélection du personnel, ST/AI/2010/3, au 21 avril 2010, sect. 3, Portée, par. 3.1 et 3.2.

⁴ Audit of the recruitment process for senior level positions in the Secretariat (Audit du processus de recrutement aux postes à pourvoir aux échelons supérieurs), AH2010/512/01.

dans le rapport du CCI intitulé « Sélection et conditions d'emploi des chefs de secrétariat au sein des organismes des Nations Unies »⁵.

5. Conformément aux normes, directives et méthodes de travail internes du CCI, la méthode suivie pour établir le présent rapport comportait un examen préliminaire minutieux, des questionnaires, des entretiens et une analyse approfondie des documents de politique générale et des renseignements rassemblés à ce sujet. Un questionnaire détaillé a été envoyé au Cabinet du Secrétaire général. Sur la base des réponses reçues, les inspecteurs ont tenu des entretiens avec des responsables et demandé également l'avis d'un certain nombre d'anciens fonctionnaires, d'autres organisations internationales, d'organisations non gouvernementales (ONG) et de représentants des États Membres. Les inspecteurs ont sollicité et pris en considération les observations du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies sur le projet de rapport avant d'y mettre la dernière main (voir annexe III).

6. Conformément aux dispositions de l'article 11.2 du statut du CCI, le présent rapport a été mis au point après consultation entre les inspecteurs, de façon que les conclusions et recommandations formulées soient soumises au jugement collectif du Corps commun.

7. Pour faciliter le traitement du rapport et la mise en œuvre des recommandations qui y figurent, ainsi que leur suivi, l'annexe IV comporte un tableau recensant les recommandations qui appellent une décision de l'Assemblée générale et celles qui peuvent être appliquées par le Secrétaire général.

8. Les inspecteurs tiennent à exprimer leurs remerciements à tous ceux qui leur ont apporté leur concours aux fins de l'établissement du présent rapport et, en particulier, à ceux qui ont participé aux entretiens et ont généreusement mis à la disposition du CCI leur savoir et leur compétence. Ils doivent cependant exprimer leur regret de ne pas avoir pu vraiment compter sur la coopération au jour le jour du Cabinet du Secrétaire général. Dans un certain nombre de cas, ils ont reçu des réponses incomplètes, voire aucune réponse, à leurs demandes d'information pourtant nombreuses.

9. Les inspecteurs font observer qu'il leur appartient de déterminer ce qui est ou non pertinent pour leurs travaux. Ils avaient par conséquent l'intention de passer en revue un échantillon de dossiers pour contrôler le processus de sélection et de nomination en place. Malheureusement l'accès aux dossiers ne leur a pas été accordé sous prétexte de confidentialité, malgré l'article 6 2) et 3) du Statut du CCI et alors même qu'ils avaient confirmé au Cabinet du Secrétaire général qu'ils ne s'intéressaient pas aux données personnelles ni à l'identité des candidats. Ce n'est qu'après la publication du rapport annuel du CCI (A/65/34) faisant état de ce problème et après que le Cabinet du Secrétaire général eut reçu le présent rapport à l'état de projet, pour observations, que le Secrétariat a décidé qu'il lui était possible de mettre ces dossiers à la disposition des inspecteurs, basés à Genève, dans un bureau spécial à New York. L'équipe du CCI aurait eu à prendre à sa charge l'intégralité des frais entraînés par cette deuxième visite à New York. De plus, cette offre, assortie qu'elle était de conditions, venait trop tardivement pour que les auteurs du présent rapport puissent s'en prévaloir. Un tel comportement dessert le Secrétaire général et ajoute foi à l'idée d'une culture du secret au Secrétariat. Il renforce les appels à plus de transparence dans le processus de sélection et de

⁵ JIU/REP/2009/8.

nomination des hauts fonctionnaires, lancés par les États Membres, auxquels les inspecteurs souscrivent.

10. Les inspecteurs sont toutefois reconnaissants tant au Secrétaire général Ban Ki-moon qu'à l'ancien Secrétaire général Kofi Annan de leur avoir consacré beaucoup de temps. Il était important pour cette étude de bien comprendre les pressions auxquelles le Secrétaire général était soumis et de saisir comment elles entraient en ligne de compte dans le processus de prise de décision.

II. Rôle du Secrétaire général

11. Aux termes de la Charte des Nations Unies, le Secrétariat comprend un Secrétaire général et « le personnel que peut exiger l'Organisation ». Le Secrétaire général est nommé par l'Assemblée générale sur recommandation du Conseil de sécurité. Il est le plus haut fonctionnaire de l'Organisation⁶. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le Secrétaire général et le personnel ne solliciteront ni n'accepteront d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation. Ils s'abstiendront de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux et ne sont responsables qu'envers l'Organisation⁷.

12. Le Secrétaire général est indépendant en matière de recrutement, la considération dominante dans le recrutement du personnel devant être la nécessité d'assurer à l'Organisation les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité⁸. La Charte exige en outre que soit « dûment prise en considération l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible »⁹.

13. Le Règlement et le Statut du personnel (Règlement provisoire et Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies)¹⁰ renforcent la Charte en déclarant que c'est au Secrétaire général qu'il appartient de nommer les fonctionnaires. Le fonctionnaire est soumis à l'autorité du Secrétaire général, qui peut lui assigner l'une quelconque des tâches ou l'un quelconque des postes de l'Organisation des Nations Unies¹¹. Le Secrétaire général peut décider de dérogations au Règlement du personnel, « toutefois, aucune dérogation ne doit être incompatible avec un article quelconque du Statut du personnel ni toute autre décision de l'Assemblée générale; la dérogation doit être acceptée par le fonctionnaire directement intéressé et ne doit pas, de l'avis du Secrétaire général, porter préjudice aux intérêts de tout autre fonctionnaire ou groupe de fonctionnaires »¹².

14. Au fil des années, bien des dérogations ont été décidées aux règles établies de recrutement, affectation et promotion du personnel. C'est pourquoi l'Assemblée générale a adopté la résolution 51/226 qui, tout en réaffirmant son appui total au

⁶ Charte des Nations Unies, Art. 97.

⁷ Charte, Art. 100.1.

⁸ Charte, Art. 101.1 : «Le personnel est nommé par le Secrétaire général conformément aux règles fixées par l'Assemblée générale.».

⁹ Charte, Art. 101.3.

¹⁰ ST/SGB/2010/6.

¹¹ Art. 1.2 c) du Statut.

¹² Disposition 12.3 b) du Règlement.

Secrétaire général, en sa qualité de plus haut fonctionnaire de l'Organisation, déplorait le nombre élevé de dérogations aux procédures établies et priait :

« le Secrétaire général d'annoncer toutes les vacances de poste afin de donner des chances égales à tous les fonctionnaires qualifiés et d'encourager la mobilité, **étant entendu que le pouvoir discrétionnaire dont il dispose en matière de nomination et de promotion en dehors des procédures établies devrait se limiter au personnel de son Cabinet, aux fonctionnaires ayant rang de secrétaire général adjoint et de sous-secrétaire général, ainsi qu'aux envoyés spéciaux de quelque classe que ce soit** »¹³.

III. Préoccupations des États Membres

15. La sélection et la nomination des hauts fonctionnaires intéressent et préoccupent à la fois les États Membres depuis la création de l'Organisation des Nations Unies, en 1945. C'est encore le cas aujourd'hui. Il en a été question dans le cadre de la gestion des ressources humaines comme des questions de maintien de la paix. À de multiples occasions, l'Assemblée générale a décidé que la réforme et la relance de l'Organisation devraient viser à¹⁴ :

a) Assurer la transparence dans les procédures et pratiques de recrutement, y compris aux échelons les plus élevés;

b) Veiller à ce que la considération dominante dans le recrutement des fonctionnaires internationaux et l'exercice de leurs fonctions soit la nécessité d'assurer les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité;

c) Veiller à respecter, pour améliorer la composition du Secrétariat, le principe de la répartition géographique du personnel aussi large que possible, et assurer, aux échelons supérieurs et directeurs du Secrétariat, la représentation équitable des États Membres, en particulier de ceux qui ne sont pas suffisamment représentés à ces échelons, qui ne sont pas représentés ou sont sous-représentés, en particulier les pays en développement;

d) Veiller à ce que, en règle générale, un ressortissant d'un État Membre ne succède pas à un ressortissant du même État occupant un poste élevé et à ce qu'aucun État ni groupe d'États n'ait de monopole sur des postes élevés, et

e) Améliorer la représentation et la condition des femmes au Secrétariat, en particulier aux échelons les plus élevés.

16. Plus dernièrement, en 2009, dans sa résolution 63/276, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter des mesures visant à assurer la transparence du processus de sélection et de nomination des hauts fonctionnaires, notamment aux rangs de sous-secrétaire général et de secrétaire général adjoint (A/64/683, par. 26). En réponse, le rapport du Secrétaire général, « Élaboration d'un système d'application du principe de responsabilité pour le Secrétariat de

¹³ Résolution 51/226 de l'Assemblée générale, sect. II, par. 5.

¹⁴ Par exemple, voir les résolutions 41/206A (1986), 46/232 (1991), 47/120 (1992), 51/226 (1996), 53/221 (1998) et 55/258 (2000) de l'Assemblée générale.

l'Organisation des Nations Unies » (A/64/640), présentait les principales étapes de la sélection et de la nomination de ces hauts fonctionnaires.

17. Le CCQAB a rappelé que le Secrétaire général aurait dû « mettre en place des règles de nomination et de sélection qui fassent coïncider les qualifications et l'expérience des candidats avec les postes à pourvoir aux échelons supérieurs, dans un esprit d'ouverture et de transparence ». Il a conclu que le rapport du Secrétaire général « ne détaill[ait] pas de mesures spécifiquement destinées à [...] garantir la transparence [du processus] et considérait que la mise en œuvre de cette méthode n'a[vait] pas suffisamment avancé » (A/64/683, par. 28). En conséquence, l'Assemblée générale, au paragraphe 19 de sa résolution 64/259, du 29 mars 2010, priaît, à ce propos, le Corps commun d'inspection de lui présenter durant la partie principale de sa soixante-sixième session un rapport sur les mesures qui pourraient être prises pour accroître encore la transparence du processus de sélection et de nomination des hauts fonctionnaires.

18. tenant compte du rôle statutaire du Secrétaire général et attentifs aux préoccupations exprimées par les États Membres, les inspecteurs ont recommandé l'adoption de directives et la création d'un site Web – il est question de l'une et de l'autre recommandations à plusieurs reprises dans le présent rapport – et en particulier aux paragraphes 87 et 88 ci-dessous, comme moyens d'améliorer la transparence du processus de sélection et de nomination des hauts fonctionnaires.

IV. Échelons et fonctions des hauts fonctionnaires

19. Il y a lieu de faire des distinctions entre les échelons et les fonctions des hauts fonctionnaires. Par secrétaire général adjoint et sous-secrétaire général, on entend un certain rang, un certain grade et un certain niveau de nomination. À ces niveaux, le haut fonctionnaire peut exercer les fonctions suivantes :

- a) De vice-secrétaire général;
- b) De chef ou chef adjoint de département;
- c) De représentant spécial du Secrétaire général ou d'envoyé ou être chargé d'une autre fonction spéciale de haut niveau, comme il est expliqué ci-dessous.

20. Une autre différence à prendre en considération tient à l'endroit où ces personnes vivent et travaillent. Alors que celles des deux premiers groupes vivent et travaillent dans des villes sièges, le lieu où celles du troisième groupe vivent et travaillent est déterminé par la fonction qu'elles remplissent. Les représentants spéciaux du Secrétaire général¹⁵, leurs adjoints et les commandants des forces résident sur le terrain, là où leur mission les appelle; les envoyés spéciaux, les envoyés et autres fonctionnaires de haut niveau à qui une tâche spéciale a été confiée ne se rendent dans la région dont ils sont responsables que de temps à autre.

A. Définitions

21. **Après avoir constaté au cours de la présente étude qu'il existait d'innombrables titres et postes de secrétaire général adjoint et sous-secrétaire**

¹⁵ Exception faite des représentants spéciaux chargés de questions thématiques; voir par. 25.

général, les inspecteurs en ont demandé la définition au Cabinet du Secrétaire général de façon à faire mieux comprendre ce qu'ils recouvraient et à mieux les distinguer les uns des autres. Malgré les définitions fournies (lesquelles ont été abrégées par souci de concision), ils jugent tout à fait indispensable de standardiser le titre de ces postes et d'en diminuer le nombre.

Vice-Secrétaire général

22. Le poste de vice-secrétaire général, créé en 1997¹⁶, fait partie intégrante du Cabinet du Secrétaire général. Le titulaire a le grade de Secrétaire général adjoint, mais porte le titre de vice-secrétaire général. Il est nommé à l'issue de consultations avec les États Membres et conformément à l'Article 101 de la Charte des Nations Unies. La durée du mandat du vice-secrétaire général n'excède pas celle du Secrétaire général.

Chef ou chef adjoint de département

23. Les titres de secrétaire général adjoint et sous-secrétaire général, outre le fait qu'ils sont employés pour distinguer un rang, désignent aussi certains postes, pour la plupart basés au Siège, comme ceux de Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales ou encore Secrétaire général adjoint à l'appui aux missions.

Représentants spéciaux, envoyés et autres titulaires de fonctions spéciales de haut niveau

24. Les représentants du Secrétaire général exercent leurs fonctions à la classe et avec le titre que celui-ci leur confère. Cette désignation peut être prescrite par le Conseil de sécurité ou l'Assemblée générale et il arrive souvent que le Secrétaire général donne son avis au Conseil de sécurité sur la nomination de ses représentants spéciaux pour des opérations de maintien de la paix, de renforcement de la paix ou autres missions politiques spéciales décidées par le Conseil de sécurité¹⁷.

25. *Les représentants spéciaux du Secrétaire général* ont généralement rang de secrétaire général adjoint; ils sont chargés de a) diriger une mission sur le terrain, conformément à un mandat prescrit par le Conseil de sécurité ou l'Assemblée générale (c'est le cas par exemple des Représentants spéciaux du Secrétaire général pour la MANUI et la MANUA), b) donner suite à une initiative de bons offices prise par le Secrétaire général (les inspecteurs pensent aux négociations menées en application de résolutions du Conseil de sécurité), et c) représenter le Secrétaire général sur des questions thématiques (c'est le cas par exemple du Représentant spécial du Secrétaire général pour les migrations).

26. *Les représentants spéciaux adjoints du Secrétaire général*, nommés au rang de sous-secrétaire général ou à une classe inférieure, sont chargés d'aider les représentants spéciaux dans l'exercice de leurs responsabilités diplomatiques, politiques et de gestion (c'est le cas par exemple du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour la MINUSTAH).

¹⁶ Dans sa résolution 52/12B (1997), l'Assemblée générale a décidé de créer le poste de vice-secrétaire général. Ce poste a été créé officiellement par la résolution 52/220.

¹⁷ A/62/7/Add.29, par. 12 a) à f).

27. S'agissant des missions qui ont une composante militaire importante, le *Commandant de la Force* est nommé au rang de sous-secrétaire général (c'est le cas par exemple du Commandant de la Force pour la MONUSCO). Ces personnes sont détachées par le gouvernement de leur pays.

28. Le Secrétaire général nomme aussi au rang de secrétaire général adjoint ou de sous-secrétaire général des :

a) *Représentants* (c'est le cas par exemple du Représentant du Secrétaire général sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays);

b) *Représentants exécutifs* qui remplissent des fonctions diverses en qualité de chef de bureau intégré [voir par. 44, par exemple le Représentant exécutif du Secrétaire général pour le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (BINUCSIL)];

c) *Hauts représentants* comme les représentants spéciaux du Secrétaire général, qui peuvent être nommés pour une question thématique ou sur la base d'une résolution du Conseil de sécurité pour des fonctions telles que l'animation d'un dialogue, la représentation d'un groupe de pays, le suivi d'un processus électoral ou la coordination d'activités de l'Organisation touchant aux aspects civils d'un processus de paix (Haut-Représentant du Secrétaire général pour l'Alliance des civilisations);

d) *Représentants personnels* chargés de participer, au nom du Secrétaire général, à des conférences, réunions ou négociations internationales données (comme le Représentant personnel du Secrétaire général chargé du différend relatif à la frontière entre le Venezuela et le Guyana).

29. Les *envoyés spéciaux du Secrétaire général*, qui ont rang de secrétaire général adjoint, sont en général chargés d'une mission spéciale concernant des questions dont le Conseil de sécurité ou l'Assemblée générale sont saisis (c'est le cas par exemple de l'Envoyé spécial pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité¹⁸ ou de l'Envoyé spécial des Nations Unies pour Haïti).

30. Les *envoyés personnels du Secrétaire général* sont nommés au rang de sous-secrétaire général ou à une classe inférieure (l'Organisation n'en comptait aucun au 31 décembre 2010)¹⁹. Ils sont affectés à n'importe quelle classe à une mission entreprise sur l'initiative du Secrétaire général (tel l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental).

31. Les *conseillers spéciaux du Secrétaire général*, qui ont généralement rang de secrétaire général adjoint ou de sous-secrétaire général, sont chargés de conseiller le Secrétaire général sur des questions se rapportant à un thème particulier ou selon les besoins (c'est le cas, par exemple, du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide)²⁰.

32. Les *Coordonnateurs de haut niveau*, nommés généralement au rang de secrétaire général adjoint, sont nommés par le Secrétaire général pour faire rapport

¹⁸ Par sa résolution 1559 (2004), le Conseil de sécurité déclarait son appui à des élections présidentielles libres au Liban. Le Secrétaire général a nommé un envoyé spécial pour l'application de la résolution en question.

¹⁹ A/62/7/Add.29, par. 12 a) à f); A/47/277-S/24111, par. 25 c).

²⁰ Ibid.

au Conseil de sécurité sur l'exécution d'une résolution (c'est le cas, par exemple, du Coordonnateur de haut niveau chargé de veiller à l'exécution par l'Iraq de ses obligations en matière de rapatriement ou de retour de tous les Koweïtiens et ressortissants de pays tiers ou de leur dépouille, ainsi que de rapatriement de tous les biens koweïtiens, y compris les archives saisies par l'Iraq).

33. Le *coordonnateur spécial*, nommé généralement au rang de secrétaire général adjoint, est un représentant spécial ou personnel du Secrétaire général chargé de coordonner les travaux de l'Organisation et de représenter le Secrétaire général pour tous les aspects politiques des activités de l'Organisation dans un pays donné (par exemple le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient).

34. Les *coordonnateurs de haut niveau*, nommés généralement au rang de secrétaire général adjoint, sont les experts les plus confirmés dans un domaine donné, qui veillent à ce que le système des Nations Unies contribue efficacement et de manière coordonnée à l'étude d'une question d'intérêt mondial (par exemple le Coordonnateur de haut niveau du système des Nations Unies pour la grippe aviaire et humaine).

35. Il existe enfin un *médiateur en chef* et un *médiateur en chef adjoint* pour lesquels aucune définition n'a été fournie.

B. Processus actuels de sélection et de nomination

Durée du mandat et type de nomination

36. Les secrétaires généraux adjoints et les sous-secrétaires généraux sont généralement nommés pour une période maximale de cinq ans, prorogeable ou renouvelable²¹. Dans la pratique, les contrats sont pourtant le plus couramment d'une année.

37. La circulaire ST/SGB/283, du 20 août 1996, contient les dispositions générales applicables à l'« engagement sur la base des services effectifs » des représentants spéciaux, envoyés ou autres personnalités exerçant des fonctions comparables. L'Organisation conclut ce type d'engagement lorsqu'elle a besoin de faire exécuter a) des tâches de caractère intermittent ou discontinu, b) des tâches dont la durée est incertaine ou dont le calendrier d'exécution ne peut être précisément déterminé au préalable, ou c) des tâches auxquelles il faut faire face dans des délais brefs en faisant appel à des personnes disposant des compétences spéciales voulues. Il n'est recouru à ce type d'engagement que lorsqu'un engagement normal en vertu du Règlement du personnel, ou encore un engagement aux termes d'un contrat de louage de services, ne serait pas adapté à la situation, notamment lorsqu'il s'agit d'opérations de maintien de la paix ou de l'exercice de fonctions spéciales au nom du Secrétaire général.

38. Les personnes qui travaillent pour une rémunération symbolique d'un dollar par an sont nommées pour une durée déterminée. Il n'est recouru à ce type d'engagement qu'à titre exceptionnel, pour des nominations de haut niveau et il n'en est pas fait usage pour toutes les formes de volontariat ou les détachements de personnel mis gracieusement à la disposition de l'Organisation par un

²¹ ST/SGB/2010/6, art. 4.5 a) du Statut du personnel.

gouvernement. Les engagements pour une rémunération symbolique d'un dollar par an sont considérés comme une forme de volontariat et se distinguent des détachements de personnel dans la mesure où le travail accompli n'est pas rémunéré par un gouvernement donné.

Les processus

39. Dans la plupart des cas²² de nomination à un niveau élevé, le Secrétaire général exerce le pouvoir de décision en dernier ressort, en tenant compte d'autres facteurs tels que la répartition géographique et l'équité entre les sexes.

40. Le rapport du Secrétaire général sur le principe de responsabilité²³ décrit le processus actuel de sélection et de nomination des hauts fonctionnaires, qui sont pour l'essentiel, si les inspecteurs ont bien compris, les secrétaires généraux adjoints et les sous-secrétaires généraux, principalement basés au Siège ou dans des villes sièges comme Genève, Vienne et Nairobi. Ce processus se déroule comme suit :

a) Les postes qui doivent devenir prochainement vacants font l'objet d'une surveillance permanente pour enclencher le processus de sélection en temps voulu;

b) Des critères d'évaluation préétablis sont incorporés dans le mandat du jury d'entretien et communiqués aux États Membres lorsqu'ils sont invités à présenter des candidatures;

c) Afin de susciter des candidatures de personnes qualifiées d'origines diverses pour les postes considérés, une notification est adressée aux États Membres par la voie d'une note verbale et un avis est diffusé dans les organes de la presse écrite appropriés et sur les sites Web de l'ONU, selon qu'il convient, tandis que le Secrétaire général procède parallèlement à ses propres activités de prospection;

d) On fait appel, pour l'examen des candidatures et la formulation de conseils, à un jury de hauts fonctionnaires du Secrétariat et/ou des fonds et programmes des Nations Unies qui possèdent les connaissances et l'expérience voulues, ainsi qu'à des experts externes, si on le juge nécessaire;

e) Les candidatures retenues au terme de ce processus, qui doivent comprendre au moins une candidature féminine, sont communiquées au Secrétaire général en vue d'une décision finale;

f) Le Secrétaire général a des entretiens personnels avec les candidats qui ont été retenus, s'il y a lieu, avant d'arrêter son choix;

g) Les organes intergouvernementaux sont consultés comme il se doit pour certains postes.

41. Les inspecteurs ont appris que, en plus du processus susmentionné dans le rapport en question, il en existe d'autres applicables également aux nominations à des postes de haut niveau. Mais ils pensent qu'il s'agit de simples variantes car il serait facile de les classer sous les rubriques a) à g) ci-dessus (par exemple les nominations sur le terrain ou les nominations liées à d'autres fonctions spéciales de haut niveau). Ceci peut expliquer pourquoi le Secrétaire général n'a pas évoqué ces différents processus dans son rapport.

²² Pour les exceptions, voir par. 45.

²³ A/64/640, sect. II/E, par. 43 a) à g).

Vice-secrétaire général

42. Il n'existe pas de procédure de sélection écrite en place pour le poste de vice-secrétaire général, mais la méthode de sélection de l'actuelle Vice-Secrétaire générale a été décrite comme suit aux inspecteurs :

a) Le Secrétaire général a examiné les candidats potentiels en menant ses propres activités de prospection et à l'issue d'un examen de personnalités qui lui étaient connues ou dont le nom avait été porté à son attention. (Le Secrétaire général connaissait l'actuelle Vice-Secrétaire générale, ayant été l'un et l'autre Ministres des affaires étrangères de leur pays respectif);

b) Des échanges ont eu lieu au préalable entre les candidats potentiels et le Secrétaire général étant donné le caractère délicat de la nomination. Le titulaire devait pouvoir établir une relation de confiance avec le Secrétaire général et posséder le calibre et les compétences nécessaires à une nomination à ce niveau;

c) Le Secrétaire général a nommé l'intéressée à l'issue de consultations confidentielles avec les États Membres.

Opérations sur le terrain

43. Le Département de l'appui aux missions et, en son sein, la Section des nominations aux postes de haute direction, jouent un rôle essentiel dans l'administration du processus de sélection des candidats à des postes à responsabilité sur le terrain. La Section des nominations aux postes de haute direction a pour principales fonctions celles décrites dans la circulaire du Secrétaire général ST/SGB/2010/2, paragraphe 4.5. Le processus est essentiellement le même pour toutes les nominations sur le terrain et peut se résumer comme suit, à moins que la sélection ne vise à pourvoir un poste à responsabilités multiples (par. 44 ci-dessous) :

a) Les besoins en personnel de direction sont réexaminés tous les mois afin que le processus de sélection soit planifié et géré en temps utile. La plupart des vacances de poste sont donc connues à l'avance, même s'il se produit parfois une vacance avec un préavis très court;

b) Les attributions propres au poste et le profil requis des candidats sont mis au point et actualisés et servent de critère à l'aune duquel sont examinées les candidatures;

c) Le Secrétaire général peut décider de publier la vacance de poste ou d'en notifier les États Membres par une note verbale (par exemple pour le poste de commandant de telle ou telle force)²⁴. Il prend garde de ne pas annoncer trop tôt les vacances de poste de direction sur le terrain pour ne pas gêner les relations du titulaire avec ses homologues sur le terrain;

d) Une liste courte des candidats qui répondraient aux conditions requises est dressée en consultation avec le Cabinet du Secrétaire général, la direction de la

²⁴ Les commandants des forces sont sélectionnés par le Bureau du Conseiller militaire du Département des opérations de maintien de la paix, qui envoie une note verbale aux groupes d'États Membres. Ces postes sont tous de classe D-2 ou inférieure, à quatre exceptions près, indiquées dans le tableau de l'annexe I, qui sont au rang de sous-secrétaire général. Les intéressés sont détachés par le gouvernement de leur pays.

mission sortante et d'autres parties prenantes essentielles. La base de données sur les postes de direction gérée par le Département de l'appui aux missions est une bonne source d'informations pour repérer des candidats potentiels;

e) Pour dresser la liste des candidats, il est tenu compte des objectifs de l'Organisation en termes d'équité entre les sexes et de représentation géographique ainsi que des candidats originaires de pays fournisseurs d'effectifs militaires et de forces de police (pour les missions dirigées par le Département de l'appui aux missions). L'environnement dans lequel s'effectuent les missions, notamment la direction qui existe déjà sur le terrain, est un autre facteur pris en considération dans le processus;

f) Les candidats retenus sur la liste courte sont normalement évalués par des jurys d'entretien formels interdépartements dont les conclusions sont présentées au Secrétaire général pour examen. Selon les directives du Secrétaire général, trois candidats, dont au moins un doit être une femme, lui sont présentés. Dans l'hypothèse où aucune femme ne lui est présentée, des explications écrites doivent éclairer les circonstances;

g) Le Secrétaire général prend la décision finale en se fondant sur la recommandation du jury et peut décider de s'entretenir personnellement avec le (la) finaliste(s) avant d'arrêter sa décision;

h) Des consultations, formelles ou non, peuvent s'avérer nécessaires avec les organisations régionales ou les États Membres.

Postes à responsabilités multiples

44. Le poste de coordonnateur résident se cumule normalement avec celui de représentant résident et son titulaire peut aussi avoir à remplir les fonctions de responsable désigné ou de coordonnateur des opérations humanitaires. Normalement, les coordonnateurs résidents sont nommés à la classe D-1 ou D-2, mais dans les pays où se déroule une mission de maintien de la paix ou une mission politique, ils peuvent être nommés au rang de sous-secrétaire général. Dans ce cas, ils portent plusieurs chapeaux (par exemple de représentant spécial adjoint du Secrétaire général, coordonnateur résident et coordonnateur des opérations humanitaires des Nations Unies). Le processus de recrutement du coordonnateur résident est décrit dans les *Guidelines for the Selection and Appointments of Resident Coordinators* (Directives pour la sélection et la nomination des coordonnateurs résidents) du 30 novembre 2009. Les postes sont ouverts aux candidats de l'ensemble du système des Nations Unies, ainsi qu'aux candidats externes. Il reste que les candidatures tant internes qu'externes doivent être proposées par une entité des Nations Unies et qu'un individu ne peut postuler de lui-même. Pour remplir les conditions requises, les candidats doivent subir une évaluation de leurs compétences à la suite de laquelle ils sont placés dans la réserve de coordonnateurs résidents. Le groupe consultatif interinstitutions dresse une liste de présélection des candidats, lesquels passent ensuite un entretien, et la liste courte finale est alors soumise au Secrétaire général qui arrête sa décision²⁵. **De l'avis des**

²⁵ Le groupe consultatif interinstitutions soumet la liste de présélection des candidats au Président du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) et au Coordonnateur des secours d'urgence. Le Président du GNUD, le Coordonnateur des secours d'urgence et le Secrétaire général adjoint du département chef de file s'entretiennent ensemble avec les candidats, avec la contribution du Représentant spécial du Secrétaire général intéressé.

inspecteurs, vu le long processus d'examen des qualifications, toutes les personnes figurant dans la réserve de coordonnateurs résidents devraient pouvoir présenter eux-mêmes leur candidature sans avoir à demander l'appui de leur entité d'origine.

Envoyés et conseillers spéciaux

a) Les départements ou bureaux dont relèvent ces mandats sont consultés au sujet des fonctions et des critères de sélection pour ces postes.

b) Dans certains cas, le Secrétaire général s'appuie sur le département organique intéressé pour la prospection des candidats, les entretiens menés avec les candidats et l'identification des candidats finalistes avant de procéder à la nomination.

Nominations régies par des résolutions spécifiques de l'Assemblée générale

45. Un certain nombre de nominations à des postes de direction sont régies par des résolutions spécifiques de l'Assemblée générale : celles aux postes de commissaire général de l'UNRWA, de haut-commissaire pour les réfugiés, de secrétaire général de la CNUCED, de directeur exécutif du PNUE, de haut-commissaire aux droits de l'homme, de secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne, de directeur exécutif d'ONU-Habitat, de secrétaire général adjoint à la sûreté et à la sécurité, de directeur exécutif d'ONU-Femmes, de sous-secrétaire général à l'appui à la consolidation de la paix. Leur processus de sélection doit répondre à diverses exigences qui vont par exemple de la durée de leur mandat à des considérations de répartition géographique équitable ou de roulement, en passant par des consultations avec les États Membres et l'approbation ou l'élection du candidat par l'Assemblée générale, etc.²⁶.

V. Application des processus

46. Les inspecteurs ont constaté que les États Membres étaient au courant du processus décrit dans le rapport du Secrétaire général sur le principe de responsabilité et que, dans l'ensemble, ils n'avaient pas de souci majeur avec la description du processus lui-même. En fait, certains le jugeaient satisfaisant. C'était surtout l'application du processus qui posait problème; les États Membres la considéraient non pas transparente mais opaque et estimaient qu'elle soulevait de nombreuses questions quant aux modalités. Les inspecteurs partagent cette inquiétude. Tous reconnaissent au Secrétaire général le pouvoir discrétionnaire explicite de procéder à la nomination des hauts fonctionnaires et la nécessité de le tenir redevable de ses choix, mais jugent possible d'apporter des améliorations au processus pour le rendre plus transparent. Les inspecteurs pensent qu'en exerçant son pouvoir d'appréciation le Secrétaire général n'a pas pour autant carte blanche pour contourner le processus qu'il a lui-même mis en place.

²⁶ Voir A/RES/302 (IV) pour l'UNRWA, A/RES/428 (V) pour le HCR, A/RES/1995 (XIX) pour la CNUCED, A/RES/2997 (XXVII) pour le PNUE, A/RWES/48/141 pour le HCDH, A/RES/48/218 B pour le secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne, A/RES/56/206 pour le secrétaire général adjoint et directeur exécutif d'ONU-Habitat, A/RES/59/276 pour le secrétaire général adjoint à la sûreté et à la sécurité, A/RES/64/289 pour le secrétaire général adjoint et directeur exécutif d'ONU-Femmes et A/RES/62/236 pour le sous-secrétaire général à l'appui à la consolidation de la paix.

47. L'Assemblée générale elle-même a toute liberté pour imposer des directives sans pour autant porter atteinte à la faculté qu'a le Secrétaire général de choisir un candidat; le pouvoir discrétionnaire du Secrétaire général ne peut servir d'excuse pour éviter toute transparence. Le processus peut être transparent tout en préservant le pouvoir ultime du Secrétaire général de sélectionner telle personne pour un poste donné. Les inspecteurs accueillent avec satisfaction le fait que le Secrétaire général ait mis au point un processus, comme en témoigne son rapport sur le principe de responsabilité (par. 40 ci-dessus) qui, conjugué aux directives énoncées dans le présent rapport (par. 87) et à la création d'un site Web dédié (par. 88), devrait assurer l'ouverture et la transparence du processus de sélection et de recrutement des hauts fonctionnaires.

48. Les hauts fonctionnaires du Cabinet du Secrétaire général ont expliqué que pour toute nomination ils devaient satisfaire aux exigences des résolutions de l'Assemblée générale et que, dans ce contexte, ils veillaient à la transparence du processus vis-à-vis tant des États Membres que des candidats. La difficulté résidait dans la nécessité de trouver un juste équilibre entre la fourniture de suffisamment d'informations aux États Membres pour qu'ils soient convaincus de l'ouverture et de la transparence du processus, sans pour autant compromettre le caractère confidentiel des candidatures et du nom des membres des jurys d'entretien. Selon eux, le processus en place décrit dans le rapport sur le principe de responsabilité assure cet équilibre au mieux et le protège de pressions politiques indues.

49. Les inspecteurs conviennent de la nécessité de respecter le caractère confidentiel des candidatures et du nom des membres des jurys d'entretien, mais cela ne veut pas dire que le processus doit être verrouillé au point que les États Membres n'aient aucune idée ni compréhension du processus de sélection des hauts fonctionnaires ou de sa raison d'être. On trouvera ci-après les constatations des inspecteurs relatives aux étapes du processus décrit dans le rapport sur le principe de responsabilité (par. 40 ci-dessus).

Calendrier d'examen des futures vacances de poste

50. Les États Membres s'inquiètent de ce que les nominations ne soient pas toujours faites en temps voulu, que les titulaires se suivent sans pratiquement se rencontrer, que le processus effectif de recrutement traîne parfois en longueur et que les postes restent vacants pendant des périodes prolongées. Les inspecteurs partagent le même souci. Bien que le BGRH communique chaque mois au Cabinet du Secrétaire général la liste des postes de direction vacants, y compris des données telles que la date d'expiration de chaque nomination et que le Cabinet du Secrétaire général s'en serve pour suivre les nominations dont il est prévu qu'elles vont expirer dans un délai de quatre mois, le problème persiste. Le Cabinet du Secrétaire général doit se montrer plus vigilant pour traiter des prorogations nécessaires ou prévoir la succession de manière à ce qu'elle se fasse dans les délais, à ce qu'il n'y ait pas de coupure et, dans la mesure du possible, à ce que l'ancien et le nouveau titulaires occupent ensemble le poste pendant un minimum de deux semaines.

51. Pour les nominations sur le terrain, le Département des opérations de maintien de la paix, le Département de l'appui aux missions et le Département des affaires politiques collaborent avec le Cabinet du Secrétaire général pour recenser les nominations qui doivent être examinées aux fins de prorogation ou de remplacement dans les trois mois qui suivent la date d'expiration. Dans ces cas, le Cabinet du

Secrétaire général a expliqué que le processus ne pouvait pas être engagé trop tôt pour ne pas nuire aux relations de travail des titulaires en poste avec leurs homologues et de façon à ce qu'ils ne soient pas considérés trop vite comme étant en fin de mandat.

52. Dans des cas exceptionnels, il faut procéder à des nominations dans l'urgence, comme cela a été le cas pour le Représentant spécial du Secrétaire général en Haïti et la nomination subséquente du Sous-Secrétaire général au Département des opérations de maintien de la paix²⁷. Si les inspecteurs comprennent qu'il puisse être dérogé, de temps à autre, à la règle, ils pensent que, la plupart du temps, on devrait avoir à faire à un processus prévisible, cohérent et de routine. Lorsque le Secrétaire général juge nécessaire de s'écarter de la règle établie, il devrait le déclarer franchement et informer les États Membres de la raison de cette dérogation. Les retards qui interviennent dans les nominations entraînent des coûts pour l'Organisation, le plus évident étant l'absence de direction. Les inspecteurs sont convaincus que l'application des directives énoncées au paragraphe 87 a), b) et j) permettra de régler le problème.

Directives, par. 87 :

- a) Ménager la présence simultanée de l'ancien titulaire et du nouveau pendant deux semaines;
- b) Annoncer toutes les vacances de poste;
- j) Révéler à l'avance les dérogations au processus.

Annonces de vacance de poste et sollicitation de candidatures

Critères prédéterminés

53. Les inspecteurs ont appris qu'une fois déterminées les vacances de poste à venir, le Cabinet du Secrétaire général et le département intéressé examinaient toute résolution de l'Assemblée générale ou instrument législatif qui en énonçait le mandat et les objectifs. Les attributions étaient aussi examinées et révisées si besoin était. Les attributions et le profil mis au point servent de critères à l'aune desquels sont évaluées les qualifications des candidats.

Annonces de vacance de poste

54. Il est clair que les postes vacants ne sont pas tous annoncés ni connus des États Membres. Il arrive que des candidatures soient sollicitées des États Membres au moyen de notes verbales et que des vacances soient annoncées en ligne ou par voie de presse. Mais il n'existe pas de procédure établie, claire et cohérente. Certaines vacances ne sont pas annoncées, comme c'est le cas des postes de représentant spécial du Secrétaire général.

²⁷ M. Edmond Mulet, Sous-Secrétaire général au Département des opérations de maintien de la paix, a pris les fonctions de Représentant spécial du Secrétaire général et chef de la MINUSTAH à compter du 14 janvier 2010, à la suite du tremblement de terre du 12 janvier 2010 et a été officiellement nommé à ce titre le 31 mars 2010. Ultérieurement, M. Atul Khare a été nommé Sous-Secrétaire général au Département des opérations de maintien de la paix.

Publicité

55. Le Cabinet du Secrétaire général a expliqué qu'un poste était annoncé par voie de presse s'il exigeait des qualifications techniques et qu'il lui fallait puiser dans une vaste réserve de candidats. Généralement, ces postes sont annoncés dans la revue *The Economist* qui jouit d'une large diffusion, encore que parfois, selon le profil requis, le Cabinet du Secrétaire général publie aussi des annonces dans le quotidien *Le Monde*, l'hebdomadaire *Jeune Afrique* ou *The Asia Star*. Certains postes sont annoncés également sur iSeek à l'intention des États Membres et sur Internet.

Notes verbales

56. Les États Membres s'inquiètent de ne pas recevoir de notes verbales pour chaque vacance de poste. Le Cabinet du Secrétaire général a expliqué que, lorsque le Secrétaire général actuel avait pris ses fonctions, il avait usé généreusement de son pouvoir discrétionnaire pour constituer son équipe et se proposait de faire de même s'il était réélu. Les inspecteurs ont toutefois observé que les États Membres avaient été notifiés par note verbale de tous les postes de direction devenus vacants par la suite, à l'exception des postes de secrétaire général adjoint au Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences et de secrétaire général adjoint au Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH). Des appels de candidatures ont été lancés auprès des 192 États Membres, surtout pour compléter les activités de prospection du Secrétaire général lui-même et aider à compiler un répertoire de candidats plus large, mieux équilibré géographiquement ou plus représentatif de l'égalité entre les sexes. Les courriers décrivent les principales composantes du poste et le profil des candidats recherchés. Traditionnellement, les États Membres envoient le curriculum vitae ou la biographie de leur(s) candidat(s).

57. Les explications ci-dessus montrent bien que, lorsque le Cabinet du Secrétaire général parle de transparence dans la sélection et le recrutement des hauts fonctionnaires, il parle uniquement des postes à pourvoir au Siège. **Les inspecteurs ont découvert que toute une série de vacances de poste de direction sur le terrain n'était pas annoncée et qu'aucune annonce de vacance de ce type ni note verbale à ce sujet n'étaient envoyées aux États Membres**²⁸. Il existe malgré tout la base de données sur les postes de direction (LEAD) et la Section des nominations aux postes de haute direction du Département de l'appui aux missions contacte les États Membres pour recenser les personnes qui répondent aux conditions requises. Les noms sont ensuite communiqués aux Secrétaires généraux adjoints du Département de l'appui aux missions, du Département des opérations de maintien de la paix et du Département des affaires politiques avant de l'être au Secrétaire général.

58. Les inspecteurs reconnaissent que des progrès ont été faits dans la sélection des hauts fonctionnaires sur le terrain (représentants spéciaux et représentants spéciaux adjoints du Secrétaire général) depuis la création, en 2006, de la Section des nominations aux postes de haute direction du Département de l'appui aux missions qui est essentiellement un prestataire de services pour les départements

²⁸ Exception faite des postes à responsabilités multiples, auquel cas les annonces sont publiées par voie interne grâce au processus du groupe consultatif interinstitutions, comme il est expliqué au paragraphe 44 du présent rapport.

chefs de file à la recherche de candidats. Le Secrétariat s'efforce non seulement de trouver les personnes correspondant aux postes à pourvoir, mais aussi de mettre en place des équipes dirigeantes compétentes dont les membres se complètent sur le terrain, ce qui est indispensable au bon déroulement de la Mission.

Directives, par. 87 :

- b) Annoncer toutes les vacances de poste;
- c) Envoyer les annonces de vacances à tous les États Membres et organismes, fonds et programmes des Nations Unies.

Recommandation 1 :

Créer un site Web pour transmettre aux États Membres et aux candidats potentiels des informations sur les postes de direction à pourvoir.

59. Les inspecteurs reconnaissent qu'il s'agit d'un processus politique compliqué, qui touche aux intérêts des États Membres et à des intérêts au sein de l'Organisation et sur le terrain. Ils reconnaissent également que le type de personne dont on a besoin pour accomplir ce type de tâche ne se trouve pas partout et que les intéressés doivent être au courant de l'environnement politique. Ils se félicitent de l'amélioration prévue du processus par le Département de l'appui aux missions, qui consiste à inviter chaque année tous les États Membres à envoyer des candidatures à verser dans la base de données.

60. Cela dit, les inspecteurs ne voient pas pourquoi il ne faudrait pas communiquer aux États Membres toutes les vacances de poste, dès qu'elles se produisent, y compris sur le terrain. À leur avis, l'application des directives énoncées au paragraphe 87 b) et c) et de la recommandation 1 du paragraphe 90 permettra de tenir les États Membres comme les candidats potentiels informés de toutes les vacances à venir.

Responsabilités des États Membres

61. En règle générale, les États Membres sont priés de soumettre des candidatures dans le mois qui suit la date à laquelle la note verbale leur est envoyée. Un certain nombre d'États Membres étaient d'avis que ce délai ne leur laissait pas suffisamment de temps pour soumettre une candidature vu la nécessité de communiquer avec leur capitale. Selon les inspecteurs, les États Membres devraient faire preuve de vigilance pour trouver et proposer des candidats correspondant aux postes à pourvoir. Ils pourraient anticiper la recherche de bons candidats, sans attendre de recevoir l'annonce officielle de vacances de poste.

62. À cet égard, les inspecteurs pensent que le Secrétariat peut étendre l'appel de candidatures lancé chaque année aux États Membres pour les postes à pourvoir sur le terrain, que le Département de l'appui aux missions prévoit de mettre en œuvre en 2011, à tous les postes susceptibles de devenir vacants dans l'année, sans le limiter aux seuls postes sur le terrain. S'agissant des postes qui ne peuvent être déterminés aussi longtemps à l'avance, la pratique du Cabinet du Secrétaire général qui consiste à en donner officiellement notification un mois à l'avance semble raisonnable. Par

ailleurs, les inspecteurs pensent que le Secrétariat, les États Membres et les candidats potentiels auraient beaucoup à gagner de la création d'un site Web dédié qui donnerait des informations détaillées sur toutes les futures vacances de poste de direction, y compris sur le terrain.

Recommandation 1 :

Créer un site Web pour transmettre aux États Membres et aux candidats potentiels des informations sur les postes de direction à pourvoir.

63. Souvent, les États Membres proposent un candidat dont les qualifications ne correspondent pas aux exigences du poste à pourvoir. Les inspecteurs ont la conviction que le mérite devrait être le critère principal de sélection des hauts fonctionnaires et que les États Membres ont la responsabilité de proposer pour examen au Secrétaire général la candidature de personnes pleinement qualifiées. Cela exige parfois de pousser plus avant les recherches que cela pourrait être le cas autrement et de prospecter du côté des experts du secteur privé. Les inspecteurs pensent que l'application de la recommandation 1 du paragraphe 90 permettra d'informer comme il se doit un plus grand nombre de candidats potentiels des conditions requises pour chaque poste à pourvoir.

Étude préliminaire des dossiers

64. Les inspecteurs ont appris, au cours de leurs entretiens, que les États Membres ne comprenaient pas le mode de constitution des jurys d'entretien ni comment ni quand il était décidé d'inviter un expert de l'extérieur à siéger dans un jury. Ils souhaitaient des éclaircissements sur le processus d'étude préliminaire des dossiers de manière à bien en saisir les modalités.

65. Les inspecteurs ont été informés que le chef de cabinet constituait un jury d'entretien (appelé parfois groupe de nomination aux postes de direction) pour aider le Secrétaire général dans le processus de sélection. Les membres du jury sont choisis parmi les hauts fonctionnaires de l'Organisation de rang égal ou supérieur à celui du poste à pourvoir. Le jury peut comprendre jusqu'à huit membres, dont l'identité est tenue confidentielle de manière à ce qu'ils soient tenus à l'abri de pressions politiques indues. Le chef de cabinet détermine, en fonction de la nature du poste considéré, s'il est nécessaire d'inviter un expert de l'extérieur à siéger dans le jury (comme cela a été le cas pour le recrutement du Secrétaire général adjoint et directeur exécutif d'ONU-Femmes). La présence d'un expert de l'extérieur ouvre de nouveaux horizons et, dans certains cas, représente une source de compétences utiles, aidant ainsi à orienter et circonscrire la recherche des meilleurs candidats. Dans le cas des postes de direction à pourvoir sur le terrain, le Secrétaire général délègue aux départements chefs de file son pouvoir de convoquer des jurys d'entretien. À l'issue desdits entretiens, le département chef de file soumet la liste courte pour examen au Secrétaire général.

66. Des jurys d'entretien sont convoqués pour chaque vacance de poste, compte tenu des circonstances pertinentes, de l'équilibre géographique et de l'égalité entre les sexes. Le jury dresse, à partir des candidatures, une liste longue de candidats à

interviewer. Après les entretiens, le jury établit, sans indiquer de préférence parmi les candidats, une liste courte qui est communiquée au Secrétaire général.

67. Pour les inspecteurs, ce processus pose deux problèmes : a) les membres du jury d'entretien, qui occupent eux-mêmes les plus hautes fonctions au Secrétariat, passent du temps à l'étude préliminaire des dossiers, et b) ils ne procèdent pas à une vérification approfondie des références (diplômes, autres références, fonctions exercées antérieurement etc.). C'est là une source majeure de préoccupation à laquelle il faudrait remédier d'urgence car elle peut entraîner un risque grave d'atteinte à la réputation de l'Organisation. De l'avis des inspecteurs, en suivant les directives énoncées au paragraphe 87 e) et f), le jury d'entretien ne rencontrerait que les candidats qui possèdent les qualifications requises, les références des candidats dont le nom est transmis au Secrétaire général seraient contrôlées et la sélection et le recrutement en général prendraient moins de temps.

Directives, par. 87 :

e) Veiller à l'étude préliminaire des dossiers par le BGRH ou son équivalent;

f) Faire contrôler les qualifications des candidats dont le nom figure sur la liste courte par le BGRH ou son équivalent avant que le jury d'entretien ne communique la liste au Secrétaire général.

Liste courte

68. Au cours de l'entretien qu'ils ont eu avec le bureau du chef de cabinet, les inspecteurs ont appris que le mérite était le principal critère pris en considération pour recruter les secrétaires généraux adjoints et sous-secrétaires généraux, suivi de l'égalité entre les sexes et de l'équilibre géographique, considérés comme étant d'égale importance. Les États Membres veulent connaître l'importance de la réserve de candidats pour un poste donné et savoir si leurs candidats ont été pris en considération. Les inspecteurs pensent que, une fois que les États Membres ont soumis des candidatures, il ne faudrait faire remonter l'information sur les candidats qu'à ceux qui ont été inscrits sur la liste longue ou la liste courte et non aux États Membres dans la mesure où l'information en retour contiendra des données personnelles sur les candidats.

69. Les inspecteurs ont appris que le Secrétaire général insistait pour que le jury d'entretien lui soumette, pour tout poste à pourvoir, une liste de trois candidats minimum dont au moins un devait être une femme. Si tel n'est pas le cas, il renvoie la liste de noms proposés et demande à ce que la recherche de candidats soit reprise. Il reconnaît qu'à l'occasion il lui faut accepter qu'il est impossible de trouver une candidate, mais l'absence de femme doit être justifiée par des raisons valables et le Secrétaire général doit être convaincu que tout a été fait pour en trouver une. Les inspecteurs comme les États Membres reconnaissent l'engagement du Secrétaire général à accroître le nombre de femmes aux échelons supérieurs de la hiérarchie et les résultats obtenus à cet égard.

70. Le Secrétaire général n'a pas de formule établie pour assurer un équilibre géographique car la plupart des postes dont il a à s'occuper ne sont pas soumis au principe de la répartition géographique au sens propre du terme (voir annexe I). Le

BGRH met à sa disposition des données sur la répartition géographique du personnel aux échelons supérieurs et le Secrétaire général n'épargne aucun effort pour assurer un équilibre géographique équitable. Les jurys d'entretien traitent exclusivement d'un poste alors que, en général, le Secrétaire général examine plusieurs postes à pourvoir à la fois. Ainsi, le jury d'entretien A peut avancer le nom de trois candidats tandis que le jury B fait la même chose pour un autre poste. Chacun des deux jurys, à part et distinctement l'un de l'autre, peut proposer un candidat originaire du même pays. Aussi le Secrétaire général demande-t-il à ce que lui soient proposés plusieurs candidats venant d'horizons divers pour garantir autant que faire se peut l'équilibre géographique et l'égalité entre les sexes ainsi que pour empêcher de se voir limité dans ses choix. Les inspecteurs ont été informés que le Secrétaire général consultait ses principaux conseillers, dont la Vice-Secrétaire générale, pour arrêter sa décision.

71. Le Secrétaire général estime qu'il est de sa responsabilité de veiller à ce que la bonne personne soit retenue. Pour éviter des pressions indues de la part d'États Membres qui font campagne pour leur propre candidat, il a décidé de préserver la confidentialité des noms figurant sur la liste courte. C'est là une question qui pourrait être débattue, mais les inspecteurs approuvent la décision du Secrétaire général. De nombreuses personnes aimeraient que leur candidature ne soit examinée que si leur nom demeure confidentiel. Il est arrivé plusieurs fois au Secrétariat de perdre de bons candidats parce que la liste courte officielle risquait d'être rendue publique. Ces personnes, de grande valeur, occupent des postes très en vue, souvent politiques. L'humiliation publique qu'elles éprouveraient si, après examen, leur candidature n'était pas retenue représente un risque que beaucoup d'entre elles ne sont pas prêtes à courir. Malheureusement, il arrive aussi que des noms paraissent dans les médias, mais ils proviennent alors non pas du Cabinet du Secrétaire général, mais des candidats eux-mêmes ou d'autres sources.

Directives, par. 87 :

g) Le Secrétaire général partage le rapport du jury d'entretien qui donne les précisions visées au paragraphe 88 f) et g) dans ses consultations avec les États Membres;

i) Notifier aux candidats qui ont passé un entretien l'issue du processus de recrutement;

l) Le Secrétaire général rencontre deux fois par an les Représentants permanents.

72. Les inspecteurs approuvent certes l'idée que le caractère confidentiel des délibérations des jurys d'entretien et de leurs recommandations au Secrétaire général soit respecté, mais ils pensent que les jurys d'entretien devraient rédiger un rapport sommaire décrivant leurs attributions, les modalités de constitution du jury, le nombre de ses membres et leur classe et la présence éventuelle d'experts de l'extérieur. Ces renseignements, combinés à la divulgation, à l'adresse des États Membres, du nombre, de la nationalité et du sexe des candidats dont le nom figure sur la liste longue et la liste courte, ne nuirait pas au caractère confidentiel des délibérations des jurys ni à celui de la réflexion du Secrétaire général lui-même. Qui plus est, tous les six mois, le Secrétaire général devrait informer les Représentants

permanents des nominations à des postes de direction auxquelles il a procédé au cours des six derniers mois et partager avec eux soit verbalement, soit par écrit, les informations données dans les rapports sommaires des jurys d'entretien. Les inspecteurs pensent que l'application des directives énoncées au paragraphe 87 g), i) et l) permettrait d'explicitier le processus de sélection, sans en compromettre pour autant le caractère confidentiel.

Entretiens et prise de décision

73. Les inspecteurs ont appris que le Secrétaire général avait fait connaître son profond désir de s'entretenir avec les finalistes. Cependant, en employant l'expression « s'il y a lieu » dans la description du processus [par. 40 f)], le Secrétaire général laisse ouverte la possibilité qu'il ne s'entretienne pas lui-même avec eux [voir par. 43 g)]. Au vu d'un emploi du temps chargé, le Secrétaire général peut choisir de demander à l'un de ses proches conseillers (le Sous-Secrétaire général compétent ou le chef de cabinet) de s'entretenir en son nom avec les trois candidats dont le nom figure sur la liste courte. En pareil cas, le Secrétaire général peut décider, une fois le choix opéré, d'entrer en contact avec le candidat retenu avant même sa date d'entrée en fonction.

Directives, par. 87 :

h) Appliquer uniformément le processus et traiter les candidats sur un pied d'égalité.

74. De l'avis des inspecteurs, la cohérence s'impose. Si le Secrétaire général ou un haut fonctionnaire quelconque doit s'entretenir avec l'un des candidats, il doit alors s'entretenir avec tous les candidats, internes ou externes, dans un souci d'égalité de traitement. De plus, les entretiens doivent tous être menés par le même haut fonctionnaire, qu'il s'agisse du Secrétaire général ou de son représentant. Il ne serait pas équitable non plus que des candidats doivent passer un entretien, à l'exclusion des autres. Les inspecteurs croient que le respect de la directive énoncée au paragraphe 87 h) accroîtrait l'équité du processus.

Consultations

75. Le Secrétariat doit avoir des consultations avec les États Membres quand des dispositions législatives soumettent la candidature proposée par le Secrétaire général à l'approbation de l'Assemblée générale ou du Conseil de sécurité. Tel est le cas des postes de secrétaire général adjoint et directeur exécutif d'ONU-Femmes, de secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne, de secrétaire général adjoint et directeur exécutif d'ONU-Habitat, de secrétaire général adjoint et directeur exécutif du PNUE, de secrétaire général adjoint et haut-commissaire pour les réfugiés, de secrétaire général adjoint et haut-commissaire aux droits de l'homme et de sous-secrétaire général au Bureau d'appui à la consolidation de la paix, pour lesquels le Secrétariat est tenu, selon les dispositions législatives, de consulter des organismes intergouvernementaux; c'est le cas par exemple pour les postes de secrétaire général adjoint de l'UNRWA et de représentants spéciaux du Secrétaire général. Les consultations au sujet des postes de représentants spéciaux du Secrétaire général supposent l'envoi d'un courrier du Secrétaire général au

Président du Conseil de sécurité par lequel il l'informe de son intention de nommer un représentant spécial. Le Président du Conseil de sécurité porte la lettre à l'attention des membres du Conseil de sécurité et fait part de leur approbation tacite au Secrétaire général dans une lettre, en déclarant que les membres du Conseil de sécurité ont pris acte de l'intention du Secrétaire général.

76. Les inspecteurs ont découvert une divergence d'interprétation du terme « consultation » entre le Secrétaire général et certains États Membres au sujet des nominations aux postes de rang supérieur. Certains États Membres se sont dits préoccupés par le fait qu'ils étaient simplement informés des décisions du Secrétaire général alors qu'ils prenaient le terme de consultation au sens plus large d'« accord » ou « consensus ». Le Cabinet du Secrétaire général a expliqué que l'idée était non pas de demander l'accord des intéressés, mais de juger de leur réaction pour repérer les éventuelles difficultés que poserait la nomination envisagée par le Secrétaire général.

77. Les inspecteurs n'ont pas trouvé un seul document de l'ONU définissant le terme consultation par rapport à information, si ce n'est une note émanant du Programme alimentaire mondial (PAM) et du Bureau des affaires juridiques de l'ONU, adressée au Conseil d'administration du PAM²⁹. Il y était indiqué que, dans la pratique de l'ONU, les expressions « en consultation avec » et « après avoir consulté » désignaient le processus par lequel le Secrétariat sollicitait ou déterminait les vues des parties consultées et que cela ne devait pas être confondu avec les termes « accord », « aval » ou « assentiment ».

78. Le Cabinet du secrétaire général a expliqué qu'il existait des processus formels et informels de consultation. Une fois que le Secrétaire général s'est entretenu avec les finalistes et a arrêté sa décision, il consulte officieusement les présidents/coordonnateurs des groupes régionaux d'États Membres ou l'organe intergouvernemental intéressé, pour « tester » son choix du candidat qu'il entend nommer. Le processus de sélection serait alors expliqué aux États Membres, y compris les procédures initiales, le nombre de candidats, les critères de présélection, le processus d'entretiens et la sélection des candidats, sans que soit divulguée l'identité de ces derniers. Ces échanges informels sont suivis de consultations formelles lorsque se confirme le choix final du candidat.

Directives, par. 87 :

k) Le Secrétaire général consulte les présidents/coordonnateurs des groupes régionaux une semaine avant l'annonce de la nomination.

79. Dans la pratique toutefois, le processus manque de cohérence car il arrive que des consultations aient lieu avec les groupes régionaux dans leur ensemble et d'autres fois qu'elles ne se tiennent qu'avec les présidents/coordonnateurs. De l'avis des inspecteurs, l'application de la directive énoncée au paragraphe 87 k) assurerait la clarté, la cohérence et l'uniformité du processus.

²⁹ La note touche à la nomination du directeur exécutif du PAM, lequel doit être nommé par le Secrétaire général et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à l'issue de consultations avec le Conseil d'administration du PAM.

Pressions politiques et emplois réservés

80. Certains États Membres ont émis l'idée que leurs représentants devraient être invités à siéger dans les jurys d'entretien pour la sélection des candidats à de hautes fonctions. La présence d'États Membres dans les jurys d'entretien exercerait encore plus de pressions politiques et entraveraient peut-être même le processus, sans compter qu'il serait difficile de savoir quel État Membre siégerait dans quel jury et pour quelles raisons. Les inspecteurs pensent que, s'il appartient aux États Membres de proposer les meilleurs candidats possibles, le Secrétaire général, en sa qualité de chef du Secrétariat de l'Organisation, est celui qui doit collaborer avec ses administrateurs et leur faire confiance pour s'acquitter de son mandat. Le moment venu, c'est lui qui rend compte de son choix aux États Membres.

81. Les inspecteurs ont appris pendant leurs entretiens avec les membres du Cabinet du Secrétaire général que celui-ci n'ignorait pas les réalités politiques dont il devait tenir compte dans l'Organisation, mais qu'aucun poste n'était réservé à aucun État Membre. Au cas où il déciderait de nommer le ressortissant d'un pays donné, le Secrétaire général insistait pour que ce pays lui fournisse une liste de candidatures à examiner. En l'absence de choix, il ne peut procéder à aucune sélection et lance alors un appel à de nouvelles candidatures. Les informations soumises à l'annexe II montrent cependant qu'historiquement certains postes sont bel et bien réservés à certains États Membres et qu'aucun Secrétaire général n'a échappé aux pressions politiques qui s'exerçaient sur lui à cet égard.

Directives, par. 87 :

- b) Annoncer toutes les vacances de poste;
- c) Envoyer les annonces de vacances à tous les États Membres et organismes, fonds et programmes des Nations Unies.

82. L'usage du pouvoir discrétionnaire pour suivre de plus ou moins près le processus en faisant valoir des réalités politiques et en excluant de ce fait la nomination de certains candidats pour des considérations politiques reviendrait à réserver des emplois à des États Membres, ce qui est exactement ce contre quoi l'Assemblée générale a à maintes reprises mis en garde, comme il est indiqué au paragraphe 15 c) et d) du présent rapport. Les inspecteurs pensent que l'application des directives énoncées au paragraphe 87 b) et c) permettrait de répondre aux exigences du paragraphe 3 e) de la résolution 46/232 par lequel l'Assemblée générale a décidé que, en règle générale, un ressortissant d'un État Membre ne doit pas succéder à un ressortissant du même État occupant un poste élevé, aucun État ni groupe d'États n'ayant de monopole sur des postes élevés.

Roulement géographique

83. La question du roulement géographique, que les inspecteurs jugent différente de celle de la répartition géographique, s'est posée plusieurs fois à l'occasion de la nomination tardive récente de la Secrétaire générale adjointe aux services de contrôle interne, qui remplit un mandat de cinq ans sans possibilité de renouvellement. Les inspecteurs tiennent à bien préciser d'emblée que personne ne met en cause les qualifications de la nouvelle Secrétaire générale adjointe aux

services de contrôle interne, lesquelles sont exemplaires, mais que de nombreux États Membres se sont inquiétés de voir le « Nord » succéder au « Nord » à ce poste³⁰.

84. Selon la résolution 48/218 B de l'Assemblée générale, le Secrétaire général nomme le Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne en prenant dûment en considération le principe du roulement sur une base géographique et, ce faisant, doit suivre les dispositions de l'alinéa e du paragraphe 3 de la résolution 46/232 de l'Assemblée générale. Pendant les entretiens avec les États Membres comme avec les fonctionnaires du Secrétariat, les inspecteurs ont eu clairement l'impression que le principe du roulement supposait que le poste serait attribué alternativement au « Nord » et au « Sud », le Nord et le Sud s'entendant respectivement des pays développés et des pays en développement. Ils ont appris que, bien qu'il n'y ait pas de règle écrite, il y avait et il y a encore un consensus tacite entre tous les États Membres à cet effet.

85. Les États Membres du Sud ne s'attendaient pas à la nomination d'un secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne du Nord puisque c'était le tour du Sud d'occuper ce poste selon le consensus autour de la résolution 48/218 B. Il semble même qu'il y ait eu une entente informelle selon laquelle le candidat devait être originaire d'Afrique. L'un des principaux finalistes venait effectivement d'Afrique, a fait savoir le Cabinet du Secrétaire général, mais comme l'intéressé s'était retiré, le Secrétaire général n'avait apparemment d'autre solution que de recommencer à zéro ses activités de prospection ou de nommer un candidat du Nord, faute d'autres candidats qualifiés du Sud.

86. Les inspecteurs jugent inconcevable qu'il y ait eu pénurie de candidats qualifiés du Sud pour ce poste. Cette vacance ne s'était pas produite inopinément : les modalités d'application du principe du roulement sur une base géographique ne pose de problèmes à personne, une résolution balise la nomination, chacun savait cinq ans à l'avance que ce poste allait devenir vacant et, de toute évidence, que le titulaire devait venir du Sud. Les inspecteurs pensent que l'application des directives énoncées au paragraphe 87 b), c) et d) permettra qu'aucun effort ne soit épargné pour satisfaire aux exigences du paragraphe 3 e) de la résolution 46/232 de l'Assemblée générale et respecter l'interprétation que chacun s'accorde tacitement à donner du principe du roulement sur une base géographique.

Directives, par. 87 :

- b) Annoncer toutes les vacances de poste;
- c) Envoyer les annonces de vacances à tous les États Membres et organismes, fonds et programmes des Nations Unies;
- d) Rechercher des candidatures dans la région à laquelle il revient de remplir le poste.

³⁰ Une Canadienne, M^{me} Lapointe, a succédé au poste de Secrétaire général adjoint, qu'occupait un Suédois, M. Ahlenius.

VI. Mesures de nature à améliorer la transparence : directives et site Web

87. La sélection et la nomination des hauts fonctionnaires devraient obéir aux dispositions de la Charte des Nations Unies, en particulier au paragraphe 3 de son Article 101, et aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 15 ci-dessus. Les inspecteurs pensent que l'application des directives suivantes, parallèlement au processus décrit dans le rapport du Secrétaire général sur le principe de responsabilité (par. 40 ci-dessus) et à la création d'un site Web conçu expressément pour transmettre des informations précises, comme il est indiqué au paragraphe 88 ci-dessous, devrait améliorer encore la transparence du processus de sélection et de nomination des hauts fonctionnaires.

Directives

a) Le processus de recrutement devrait être planifié de façon à ménager la présence simultanée de l'ancien titulaire et du nouveau pendant au moins deux semaines.

b) Les vacances de poste devraient être annoncées quel que soit le poste à pourvoir, à l'exception de ceux d'envoyé spécial et de conseiller personnel, dès qu'elles sont connues, assorties d'une définition claire et sans ambiguïté des responsabilités et des qualifications/de l'expérience spécifiques requises.

c) Une note verbale transmettant l'annonce d'une vacance de poste devrait être envoyée pour chaque poste à pourvoir à tous les États Membres et organismes, fonds et programmes des Nations Unies avec un préavis d'au moins un mois.

d) S'agissant des postes pour lesquels l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé que le principe du roulement sur une base géographique s'imposait (voir paragraphe 45 ci-dessus) entre le « Nord » et le « Sud », les candidatures ne devraient être recherchées que dans la région à laquelle il revient de pourvoir le poste. Par exemple, à supposer que le titulaire en fonction soit du Nord et que son successeur doive venir du Sud, une note verbale annonçant la vacance de poste et lançant un appel de candidatures devrait être envoyée aux États Membres du Sud seulement, les États Membres du Nord en étant simplement informés.

e) Le BGRH ou son équivalent devrait procéder à l'étude préliminaire des dossiers pour exclure les candidats qui ne satisfont pas aux critères de sélection obligatoires. Seules les candidatures qui satisfont aux conditions à remplir obligatoirement, énoncées dans l'annonce de la vacance de poste, devraient être communiquées au jury d'entretien pour examen.

f) Une fois que le jury d'entretien a dressé une liste courte, cette liste devrait être renvoyée au BGRH ou son équivalent pour un contrôle approfondi des références, des états de service et des informations fournies par les candidats. À l'issue de ce contrôle, le BGRH ou son équivalent devrait renvoyer la liste courte au jury d'entretien qui la transmet au Secrétaire général pour qu'il arrête la décision finale.

g) À l'issue de ses délibérations, le jury d'entretien devrait rédiger un rapport sommaire donnant les précisions visées sur le site Web, conformément au paragraphe 88 f) et g) ci-dessous. Le Secrétaire général devrait partager ce rapport dans ses consultations avec les États Membres.

h) Le processus de sélection et de nomination devrait être appliqué uniformément. Les candidats devraient être traités sur un pied d'égalité. Tous les candidats dont le nom figure sur la liste courte devraient passer un entretien et les entretiens devraient être menés par le même haut fonctionnaire, qu'il s'agisse du Secrétaire général lui-même ou de son représentant.

i) Les candidats dont le nom figure sur la liste longue ou la liste courte devraient être informés en retour de la progression de leur candidature tout au long du processus s'ils le souhaitent; mais dans tous les cas, ils devraient être notifiés de l'issue du processus de recrutement. Aucune information en retour ne devrait être fournie aux États Membres sur les candidats qu'ils ont proposés. Les États Membres devraient pouvoir suivre la progression du recrutement grâce à des mises à jour périodiques d'un site Web dédié, comme il est prévu dans le détail au paragraphe 88 ci-dessous.

j) Dans l'hypothèse où le Secrétaire général s'écarterait du processus de sélection et de nomination, il devrait révéler pleinement ces dérogations avant la nomination ou dès qu'elles se produisent.

k) Pour les nominations qui exigent des consultations avec les États Membres, une semaine au moins avant l'annonce de la nomination, le Secrétaire général devrait consulter les présidents/coordonnateurs des groupes régionaux des États Membres. Par consultation, on entend à cet égard le fait que le Secrétaire général informe les présidents/coordonnateurs de son choix et que ceux-ci disposent d'une semaine pour faire part au Secrétaire général de toute inquiétude que pourrait avoir leur groupe régional. Il appartient aux États Membres de s'organiser au sein de leurs groupes régionaux pour veiller à ce que les présidents/coordonnateurs représentent les vues de l'ensemble du groupe.

l) Le Secrétaire général devrait tenir tous les six mois une réunion d'information à l'intention des Représentants permanents sur le processus de sélection et les nominations faites au cours des six mois précédents, en résumant les informations contenues dans les rapports des jurys d'entretien, conformément à la directive énoncée au paragraphe 87 g) ci-dessus.

Site Web

88. Le Cabinet du Secrétaire général devrait créer et administrer un site Web dédié qui devrait être mis à jour tous les mois pour transmettre aux États Membres et aux candidats potentiels des informations précises sur les nominations aux postes de secrétaire général adjoint et de sous-secrétaire général. Ce site devrait donner les informations recommandées ci-dessous. Les informations visées aux alinéas *c* à *h* devraient être rendues publiques, l'accès aux informations visées aux alinéas *a* et *b* devrait être réservé aux Missions permanentes :

a) La liste de tous les postes à la classe de secrétaire général adjoint et de sous-secrétaire général, autres que ceux d'envoyé spécial et de conseiller personnel, accompagnée d'informations de teneur et de format similaires à celles visées à l'annexe I. Elle permettra aux États Membres de prendre à l'avance les dispositions voulues pour trouver les candidats les mieux qualifiés;

b) Une liste séparée des postes à la classe de secrétaire général adjoint et de sous-secrétaire général, autres que ceux d'envoyé spécial et de conseiller personnel, appelés à devenir vacants dans un délai de deux mois. Cette liste ne devrait tenir

compte que de la date d'expiration de chaque nomination, indépendamment des intentions des intéressés ou du Secrétaire général quant à la prorogation ou au non-renouvellement de leur contrat;

c) Chaque annonce de vacance de poste devrait être publiée sur le site Web dès qu'un poste doit manifestement devenir vacant;

d) Le Cabinet du Secrétaire général indique son intention de publier l'annonce dans la presse écrite et précise que la société civile doit apporter son concours de façon à étendre la prospection autant que faire se peut;

e) Le Cabinet du Secrétaire général indique le délai dans lequel le poste vacant doit être pourvu en précisant la date à laquelle :

i) Il doit avoir reçu toutes les candidatures;

ii) Il contactera les candidats sélectionnés pour un entretien;

iii) Il informera les candidats qui ont passé l'entretien des résultats du processus de recrutement;

iv) Des consultations doivent se tenir et la date à laquelle la sélection définitive sera annoncée;

v) Le nouveau titulaire doit prendre ses fonctions;

f) La définition des attributions des jurys d'entretien créés pour chaque vacance s'accompagne d'explications sur les modalités de constitution du jury, le nombre de membres qui y siègent, leur classe et sur la question de savoir si d'autres organismes ou entités et/ou experts de l'extérieur ont été invités à y siéger et pourquoi;

g) Le nombre de personnes qui ont postulé pour chaque poste vacant, ainsi que la nationalité et le sexe des candidats qui ont passé un entretien avec le jury d'entretien (liste longue) et également des candidats de la liste courte recommandée par le jury d'entretien au Secrétaire général; et

h) La déclaration annonçant le choix final du candidat.

VII. Recommandations

89. L'application des recommandations suivantes devrait contribuer à accroître le respect du principe de responsabilité et la transparence dans la sélection et la nomination des hauts fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation.

Recommandation 1

90. L'Assemblée générale devrait donner pour instructions au Cabinet du Secrétaire général de créer et administrer un site Web dédié et de l'actualiser tous les mois pour transmettre aux États Membres et aux candidats potentiels des informations précises sur les postes de direction à pourvoir, conformément au paragraphe 88 du présent rapport.

Recommandation 2

91. L'Assemblée générale devrait approuver les directives énoncées au paragraphe 87 a) à l) du présent rapport et donner pour instructions au Secrétaire général de les suivre pour sélectionner et nommer les hauts fonctionnaires, parallèlement au processus décrit dans le rapport du Secrétaire général sur le principe de responsabilité (A/64/640).

Annexe I

Secrétaires généraux adjoints et Sous-Secrétaires généraux
au 31 décembre 2010

| Numéro | Département/entité | Nom | Fonction | Classement | Rang | Femme | Homme | Pays de nationalité | Date de la nomination | Statut contractuel | Durée du mandat ³¹ | Source de financement | Soumis à la répartition géographique | Poste vacant |
|--------|--|--------------------------|--|---------------|------|-------|-------|-----------------------|-----------------------------|--|-------------------------------|-----------------------|--------------------------------------|--------------|
| 1 | Alliance des civilisations | Jorge Sampaio | Haut-représentant | Représentant | SGA | | H | Portugal | 1 ^{er} mai 2007 | Engagement sur la base de services effectifs | 30 avril 2011 | | Non | |
| 2 | Différend relatif à la frontière entre le Venezuela et le Guyana | Norman Girvan | Représentant personnel | Représentant | SGA | | H | Jamaïque | 1 ^{er} mars 2010 | Engagement sur la base de services effectifs | 28 févr. 2011 | | Non | |
| 3 | Différend relatif à la frontière entre la Guinée équatoriale et le Gabon | Nicolas Michel | Conseiller spécial et Médiateur | Conseiller | SGA | | H | Suisse | 1 ^{er} sept. 2008 | Engagement sur la base de services effectifs | 30 nov. 2010 | | Non | |
| 4 | Respect par l'Iraq de ses obligations à l'égard du Koweït | Gennady P. Tarasov | Coordonnateur de haut niveau du Secrétaire général | Coordonnateur | SGA | | H | Russie | 24 avril 2008 | Engagement sur la base de services effectifs | 31 déc. 2010 | | Non | |
| 5 | Chypre | Alexander Downer | Conseiller spécial | Conseiller | SGA | | H | Australie | 14 juill. 2008 | Engagement sur la base de services effectifs | 13 janv. 2011 | | Non | |
| 6 | Département des affaires économiques et sociales | Sha Zukang | SGA* aux affaires économiques et sociales | Chef | SGA | | H | Chine | 1 ^{er} juill. 2007 | Durée déterminée | 30 juin 2011 | BO | Oui | |
| 7 | Département de l'appui aux missions | Susana Malcorra | SGA à l'appui aux missions | Chef | SGA | F | | Argentine | 4 mai 2008 | Durée déterminée | 3 mai 2011 | BO | Oui | |
| 8 | Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences | Shaaban Muhammad Shaaban | SGA aux affaires de l'Assemblée générale et aux services de conférence | Chef | SGA | | H | Égypte | 1 ^{er} mars 2007 | Durée déterminée | 28 févr. 2011 | BO | Oui | |
| 9 | Département de la gestion | Angela Kane | SGA à la gestion | Chef | SGA | F | | Allemagne | 1 ^{er} juin 2008 | Durée déterminée | 31 mai 2011 | BO | Oui | |
| 10 | Département des affaires politiques | B. Lynn Pascoe | SGA aux affaires politiques | Chef | SGA | | H | États-Unis d'Amérique | 1 ^{er} mars 2007 | Durée déterminée | 28 févr. 2011 | BO | Oui | |

* Sous-Secrétaire général(e).

³¹ Conformément à l'article 4.5 a) du Statut du personnel, ST/SGB/2010/6, les secrétaires généraux adjoints et les sous-secrétaires généraux sont généralement nommés pour une période maximale de cinq ans, prorogeable ou renouvelable. Les contrats sont généralement accordés sur une base annuelle.

| Numéro | Département/entité | Nom | Fonction | Classement | Rang | Femme | Homme | Pays de nationalité | Date de la nomination | Statut contractuel | Durée du mandat ³¹ | Source de financement | Soumis à la répartition géographique | Poste vacant |
|--------|--|--------------------|---|------------|------|-------|-------|-----------------------|-----------------------------|--|-------------------------------|-----------------------|--------------------------------------|--------------|
| 11 | Département de l'information | Kiyotaka Akasaka | SGA à la communication et à l'information | Chef | SGA | | H | Japon | 1 ^{er} avril 2007 | Durée déterminée | 31 mars 2011 | BO | Oui | |
| 12 | Département des opérations de maintien de la paix | Alain Le Roy | SGA aux opérations de maintien de la paix | Chef | SGA | | H | France | 24 août 2008 | Durée déterminée | 23 août 2011 | BO | Oui | |
| 13 | Division des services de sécurité | Gregory B. Starr | SGA à la sûreté et à la sécurité | Chef | SGA | | H | États-Unis d'Amérique | 31 mai 2009 | Durée déterminée | 31 mai 2011 | BO | Oui | |
| 14 | Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique | Noeleen Heyzer | Secrétaire exécutive | Chef | SGA | F | | Singapour | 23 août 2007 | Durée déterminée | 22 août 2011 | BO | Oui | |
| 15 | Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale | Rima Khalaf | Secrétaire exécutive | Chef | SGA | F | | Jordanie | 1 ^{er} oct. 2010 | Durée déterminée | 30 sept. 2012 | BO | Oui | |
| 16 | Commission économique pour l'Afrique | Abdoulie Janneh | Secrétaire exécutif | Chef | SGA | | H | Gambie | 1 ^{er} nov. 2005 | Durée déterminée | 31 oct. 2011 | BO | Oui | |
| 17 | Commission économique pour l'Europe | Jan Kubis | Secrétaire exécutif | Chef | SGA | | H | Slovaquie | 19 déc. 2008 | Durée déterminée | 26 janv. 2011 | BO | Oui | |
| 18 | Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes | Alicia Barcena | Secrétaire exécutive | Chef | SGA | F | | Mexique | 1 ^{er} juill. 2008 | Durée déterminée | 30 juin 2011 | BO | Oui | |
| 19 | Cabinet du Secrétaire général | Asha-Rose Migiro | Secrétaire exécutive adjointe | Chef | SGA | F | | Tanzanie | 1 ^{er} févr. 2007 | Durée déterminée | 31 janv. 2011 | BO | Oui | |
| 20 | Cabinet du Secrétaire général | Vijay K. Nambiar | Chef de Cabinet | Chef | SGA | | H | Inde | 1 ^{er} janv. 2007 | Durée déterminée | 31 déc. 2010 | BO | Oui | |
| 21 | Pourparlers Grèce-République yougoslave de Macédoine | Matthew Nimetz | Envoyé personnel | Envoyé | SGA | | H | États-Unis d'Amérique | 15 mars 2007 | Rémunération symbolique d'un dollar par an | 14 mars 2011 | | Non | |
| 22 | Haïti | Paul Farmer | Envoyé spécial adjoint | Envoyé | SGA | | H | États-Unis d'Amérique | 11 août 2009 | Rémunération symbolique d'un dollar par an | 10 août 2011 | | Non | |
| 23 | Haïti | William J. Clinton | Envoyé spécial | Envoyé | SGA | | H | États-Unis d'Amérique | 15 juin 2009 | Rémunération symbolique d'un dollar par an | 14 juin 2011 | | Non | |

| Numéro | Département/entité | Nom | Fonction | Classement | Rang | Femme | Homme | Pays de nationalité | Date de la nomination | Statut contractuel | Durée du mandat ³¹ | Source de financement | Soumis à la répartition géographique | Poste vacant |
|--------|--|------------------------|--|--------------|------|-------|-------|-----------------------|----------------------------|--|-------------------------------|-----------------------|--------------------------------------|--------------|
| 24 | VIH/sida en Asie | Nafis Sadik | Envoyée spéciale | Envoyé | SGA | F | | Pakistan | 1 ^{er} janv. 2001 | Rémunération symbolique d'un dollar par an | 31 déc. 2010 | | Non | |
| 25 | VIH/sida en Europe orientale | | Envoyé spécial | Envoyé | SGA | | | | | | | | Non | Vacant |
| 26 | Application de la résolution 1559/2004 du Conseil de sécurité | Terje Roed-Larsen | Envoyé spécial | Envoyé | SGA | | H | Norvège | 1 ^{er} janv. 2005 | Rémunération symbolique d'un dollar par an | 31 déc. 2010 | | Non | |
| 27 | Mécanismes de financement innovants pour le développement | Philippe Douste-Blazy | Conseiller spécial | Conseiller | SGA | | H | France | 1 ^{er} juin 2008 | Rémunération symbolique d'un dollar par an | 31 mai 2011 | | Non | |
| 28 | Gouvernance d'Internet | Nitin Desai | Conseiller du Secrétaire général | Conseiller | SGA | | H | Inde | 1 ^{er} janv. 2006 | Engagement sur la base de services effectifs | 31 déc. 2010 | | Non | |
| 29 | Question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises | John Ruggie | Représentant spécial du Secrétaire général | Représentant | SGA | | H | États-Unis d'Amérique | 28 juill. 2005 | | | | Non | |
| 30 | Équipe conjointe Union africaine-ONU d'appui à la médiation | Djibril Yipene Bassole | Médiateur en chef | Médiateur | SGA | | H | Burkina Faso | 31 juill. 2008 | Durée déterminée | 31 janv. 2011 | | Non | |
| 31 | Migrations | Peter Sutherland | Représentant spécial du Secrétaire général | Représentant | SGA | | H | Irlande | 23 janv. 2006 | Rémunération symbolique d'un dollar par an | 31 déc. 2010 | | Non | |
| 32 | Objectifs du Millénaire pour le développement | Jeffrey Sachs | Conseiller principal | Conseiller | SGA | | H | États-Unis d'Amérique | 1 ^{er} févr. 2002 | Rémunération symbolique d'un dollar par an | 31 août 2011 | | Non | |
| 33 | MINURCAT | Youssef Mahmoud | Représentant spécial du Secrétaire général | Représentant | SGA | | H | Tunisie | 1 ^{er} avril 2010 | Durée déterminée | 31 déc. 2010 | | Non | |
| 34 | MINUSTAH | Edmond Mulet | Représentant spécial du Secrétaire général | Représentant | SGA | | H | Guatemala | 1 ^{er} avril 2010 | Durée déterminée | 31 mars 2011 | | Non | |
| 35 | MONUSCO | Roger A. Meece | Représentant spécial du Secrétaire général | Représentant | SGA | | H | États-Unis d'Amérique | 11 juill. 2010 | Durée déterminée | 10 juill. 2011 | | Non | |

| Numéro | Département/entité | Nom | Fonction | Classement | Rang | Femme | Homme | Pays de nationalité | Date de la nomination | Statut contractuel | Durée du mandat ³¹ | Source de financement | Soumis à la répartition géographique | Poste vacant |
|--------|--|--------------------------|---|--------------|------|-------|-------|---------------------|----------------------------|--------------------|-------------------------------|-----------------------|--------------------------------------|--------------|
| 36 | BCAH | Valerie Amos | Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires et Coordinatrice des secours d'urgence | Chef | SGA | F | | Royaume-Uni | 6 sept. 2010 | Durée déterminée | 5 sept. 2012 | BO | Oui | |
| 37 | Bureau des affaires de désarmement | Sergio de Queiroz Duarte | Haut-représentant | Représentant | SGA | | H | Brésil | 11 juill. 2007 | Durée déterminée | 10 juill. 2011 | BO | Oui | |
| 38 | Haut-Commissariat aux droits de l'homme | Navanethem Pillay | Haut-Commissaire | Chef | SGA | F | | Afrique du Sud | 1 ^{er} sept. 2008 | Durée déterminée | 31 août 2012 | BO | Oui | |
| 39 | Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement | Cheick Sidi Diarra | Conseiller spécial pour l'Afrique et Haut-représentant pour les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement | Chef | SGA | | H | Mali | 1 ^{er} août 2007 | Durée déterminée | 31 juill. 2011 | BO | Oui | |
| 40 | BSCI | Carman Louise Lapointe | Secrétaire générale adjointe aux services de contrôle interne | Chef | SGA | F | | Canada | 14 sept. 2010 | Durée déterminée | 13 sept. 2015 | BO | Oui | |
| 41 | Bureau des affaires juridiques | Patricia O'Brien | Secrétaire générale adjointe aux affaires juridiques | Chef | SGA | F | | Irlande | 24 août 2010 | Durée déterminée | 23 août 2011 | BO | Oui | |
| 42 | Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés | Radhika Coomaraswamy | Représentante spéciale du Secrétaire général | Représentant | SGA | F | | Sri Lanka | 15 avril 2006 | Durée déterminée | 28 févr. 2011 | BO | Oui | |
| 43 | Pakistan | Rauf Engin Soysal | Envoyé spécial | Envoyé | SGA | | H | Turquie | 27 sept. 2010 | Durée déterminée | 27 sept. 2011 | | Non | |
| 44 | Prévention du génocide | Francis Deng | Conseiller spécial du Secrétaire général | Conseiller | SGA | | H | Soudan | 1 ^{er} janv. 2008 | Durée déterminée | 31 juill. 2011 | | Non | |
| 45 | Violences sexuelles commises en période de conflit | Margot Wallstrom | Représentante spéciale du Secrétaire général | Représentant | SGA | F | | Suède | 1 ^{er} avril 2010 | Durée déterminée | 31 mars 2012 | | Non | |
| 46 | Conseiller spécial sur la sécurité humaine | Yukio Takasu | Conseiller spécial | Conseiller | SGA | | H | Japon | 10 déc. 2010 | | | | Non | |

| Numéro | Département/entité | Nom | Fonction | Classement | Rang | Femme | Homme | Pays de nationalité | Date de la nomination | Statut contractuel | Durée du mandat ³¹ | Source de financement | Soumis à la répartition géographique | Poste vacant |
|--------|---|-------------------------------------|--|--------------|------|-------|-------|-----------------------|----------------------------|--|-------------------------------|-----------------------|--------------------------------------|--------------|
| 47 | Conseiller spécial du Secrétaire général | Iqbal Riza | Conseiller spécial du Secrétaire général | Conseiller | SGA | | H | Pakistan | | Rémunération symbolique d'un dollar par an | 28 févr. 2011 | | Non | |
| 48 | Conseiller spécial du Secrétaire général | Joseph V. Reed | Conseiller spécial du Secrétaire général | Conseiller | SGA | | H | États-Unis d'Amérique | 1 ^{er} janv. 2005 | Rémunération symbolique d'un dollar par an | 28 févr. 2011 | | Non | |
| 49 | Sport au service du développement et de la paix | Wilfried Lemke | Conseiller spécial | Conseiller | SGA | | H | Allemagne | 11 avril 2008 | Rémunération symbolique d'un dollar par an | 10 avril 2011 | | Non | |
| 50 | Tuberculose | Jorge Sampaio | Envoyé spécial | Envoyé | SGA | | H | Portugal | 1 ^{er} mai 2007 | Engagement sur la base de services effectifs | | | Non | |
| 51 | ONU-Habitat | Joan Clos | Directeur exécutif | Chef | SGA | | H | Espagne | 18 oct. 2010 | Durée déterminée | 17 oct. 2014 | BO | Oui | |
| 52 | ONU-Femmes | Michelle Bachelet | Directrice exécutive | Chef | SGA | F | | Chili | 19 oct. 2010 | Durée déterminée | 18 sept. 2014 | | Non | |
| 53 | MANUA | Staffan de Mistura | Représentant spécial du Secrétaire général | Représentant | SGA | | H | Suède | 1 ^{er} mars 2010 | Durée déterminée | 28 févr. 2011 | | Non | |
| 54 | MANUI | Ad Melkert | Représentant spécial du Secrétaire général | Représentant | SGA | | H | Pays-Bas | 9 juill. 2010 | Durée déterminée | 8 juill. 2011 | | Non | |
| 55 | MINUAD | Ibrahim Gambari | Représentant spécial conjoint | Représentant | SGA | | H | Nigéria | 1 ^{er} janv. 2010 | Durée déterminée | 31 déc. 2010 | | Non | |
| 56 | CNUCED | Supachai Panitchpakdi | Secrétaire général | Chef | SGA | | H | Thaïlande | 1 ^{er} sept. 2005 | Durée déterminée | 31 août 2013 | BO | Oui | |
| 57 | HCR | Antonio Manuel de Oliveira Guterres | Haut-Commissaire | Chef | SGA | | H | Portugal | 15 juin 2005 | | | | Non | |
| 58 | MINUK | Lamberto Zannier | Représentant spécial du Secrétaire général | Représentant | SGA | | H | Italie | 20 juin 2008 | Durée déterminée | 19 juin 2011 | | Non | |
| 59 | MINUL | Ellen Margrethe Loj | Représentante spéciale du Secrétaire général | Représentant | SGA | F | | Danemark | 16 janv. 2008 | Durée déterminée | 15 sept. 2011 | | Non | |

| Numéro | Département/entité | Nom | Fonction | Classement | Rang | Femme | Homme | Pays de nationalité | Date de la nomination | Statut contractuel | Durée du mandat ³¹ | Source de financement | Soumis à la répartition géographique | Poste vacant |
|--------|---|----------------------|--|---------------|------|-------|-------|---------------------|-----------------------------|--------------------|-------------------------------|-----------------------|--------------------------------------|--------------|
| 60 | MINUS | Haile Menkerios | Représentant spécial du Secrétaire général | Représentant | SGA | | H | Afrique du Sud | 1 ^{er} mars 2010 | Durée déterminée | 28 févr. 2011 | | Non | |
| 61 | Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste | Ameerah Haq | Représentante spéciale du Secrétaire général | Représentant | SGA | F | | Bangladesh | 3 janv. 2010 | Durée déterminée | 2 janv. 2011 | | Non | |
| 62 | ONUCI | Choi Young-Jin | Représentant spécial du Secrétaire général | Représentant | SGA | | H | République de Corée | 29 oct. 2007 | Durée déterminée | 30 avril 2011 | | No | |
| 63 | ONUG | Sergei Ordzhonikidze | Directeur général | Chef | SGA | | H | Russie | 1 ^{er} mars 2002 | Durée déterminée | 28 févr. 2011 | BO | Oui | |
| 64 | ONUN/PNUE | Achim Steiner | Directeur général de l'ONUN et directeur exécutif du PNUE | Chef | SGA | | H | Allemagne | 15 juin 2006 | Durée déterminée | 14 juin 2014 | BO | Oui | |
| 65 | ONUV/Office contre la drogue et le crime | Yuri Fedotov | Directeur général de l'ONUV et directeur exécutif de l'Office contre la drogue et le crime | Chef | SGA | | H | Russie | 13 sept. 2010 | Durée déterminée | 19 sept. 2012 | BO | Oui | |
| 66 | Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest | Said Djinnit | Représentant spécial du Secrétaire général | Représentant | SGA | | H | Algérie | 1 ^{er} avril 2008 | Durée déterminée | 31 mars 2011 | | Non | |
| 67 | Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie | Augustine P. Mahiga | Représentant spécial du Secrétaire général | Représentant | SGA | | H | Tanzanie | 1 ^{er} juill. 2010 | Durée déterminée | 30 juin 2011 | | Non | |
| 68 | UNRWA | Filippo Grandi | Commissaire général | Chef | SGA | | H | Italie | 20 janv. 2010 | | | | Non | |
| 69 | Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient | Robert H. Serry | Coordonnateur spécial/ Représentant personnel du Secrétaire général | Coordonnateur | SGA | | H | Pays-Bas | 1 ^{er} janv. 2008 | Durée déterminée | 31 déc. 2010 | | Non | |

| Numéro | Département/entité | Nom | Fonction | Classement | Rang | Femme | Homme | Pays de nationalité | Date de la nomination | Statut contractuel | Durée du mandat ³¹ | Source de financement | Soumis à la répartition géographique | Poste vacant |
|--------|---|---------------------------|---|---------------|------|-------|-------|-----------------------|----------------------------|--|-------------------------------|-----------------------|--------------------------------------|--------------|
| 70 | Coordonnateur spécial des Nations Unies pour les opérations de secours d'urgence au Libéria | Michael Williams | Coordonnateur spécial/ Représentant personnel du Secrétaire général | Coordonnateur | SGA | | H | Royaume-Uni | 1 ^{er} juin 2007 | Durée déterminée | 30 sept. 2011 | | Non | |
| 71 | Sahara occidental | Christopher Ross | Envoyé personnel | Envoyé | SGA | | H | États-Unis d'Amérique | 18 janv. 2009 | Engagement sur la base de services effectifs | 17 janv. 2011 | | Non | |
| 72 | BINUB | Charles Petrie | Représentant exécutif/ Coordonnateur résident/ Représentant résident/ Coordonnateur des opérations humanitaires et responsable désigné | Représentant | SSG | | H | France | 16 avril 2010 | Durée déterminée | 15 avril 2011 | | Non | |
| | BNUB | Karin Landgren | Représentante spéciale et Chef du Bureau des Nations Unies au Burundi | Représentant | SSG | F | | Suède | Annoncée le 31 déc. 2010 | Durée déterminée | | | Non | |
| 73 | BINUCA | Sahle-Work Zewde | Représentant spécial du Secrétaire général | Représentant | SSG | | H | Éthiopie | 14 juin 2009 | Durée déterminée | 13 juin 2011 | | Non | |
| 74 | Direction exécutive du Comité contre le terrorisme | Michael Peter Floyd Smith | Directeur exécutif | Chef | SSG | | H | Australie | 19 nov. 2007 | Durée déterminée | 31 déc. 2010 | BO | Oui | |
| 75 | DAES | Thomas Stelzer | SSG* à la coordination des politiques et aux affaires inter-organisations | Chef | SSG | | H | Autriche | 4 mars 2008 | Durée déterminée | 3 mars 2011 | BO | Oui | |
| 76 | DAES | Kwame S. Jomo | SSG au développement économique | Chef | SSG | | H | Malaisie | 1 ^{er} janv. 2005 | Durée déterminée | 31 déc. 2010 | BO | Oui | |

* Sous-Secrétaire général(e).

| Numéro | Département/entité | Nom | Fonction | Classement | Rang | Femme | Homme | Pays de nationalité | Date de la nomination | Statut contractuel | Durée du mandat ³¹ | Source de financement | Soumis à la répartition géographique | Poste vacant |
|--------|---|-------------------------|---|------------|------|-------|-------|-----------------------|-----------------------------|--------------------|-------------------------------|-----------------------|--------------------------------------|--------------|
| 77 | DAES | Rachel N. Mayanja | Conseillère spéciale pour l'égalité des sexes et la promotion de la femme | Conseiller | SSG | F | | Ouganda | 15 nov. 2004 | Durée déterminée | 31 déc. 2010 | BO | Oui | |
| 78 | Département de l'appui aux missions | Anthony Banbury | SSG à l'appui aux missions | Chef | SSG | | H | États-Unis d'Amérique | 22 juin 2009 | Durée déterminée | 21 juin 2011 | BO | Oui | |
| 79 | Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences | Franz Baumann | SSG aux affaires de l'Assemblée générale et aux services de conférence | Chef | SSG | | H | Allemagne | 13 juin 2009 | Durée déterminée | 12 juin 2011 | BO | Oui | |
| 80 | DG/Plan-cadre d'équipement | Michael Adlerstein | Directeur exécutif | Chef | SSG | | H | États-Unis d'Amérique | 30 juill. 2007 | Durée déterminée | 20 juill. 2011 | | Non | |
| 81 | DG/Bureau des services centraux d'appui | Warren Edward Sach | SSG aux services centraux d'appui | Chef | SSG | | H | Royaume-Uni | 19 août 2008 | Durée déterminée | 18 août 2011 | BO | Oui | |
| 82 | DG/BGRH | Catherine Pollard | SSG à la gestion des ressources humaines | Chef | SSG | F | | Guyana | 27 mai 2008 | Durée déterminée | 26 mai 2011 | BO | Oui | |
| 83 | DG/Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité | Jun Yamazaki | Contrôleur | Chef | SSG | | H | Japon | 19 août 2008 | Durée déterminée | 18 août 2011 | BO | Oui | |
| 84 | Département des affaires politiques | Taye Brook Zerihoun | SSG aux affaires politiques | Chef | SSG | | H | Éthiopie | 1 ^{er} mai 2010 | Durée déterminée | 30 avril 2011 | | Non | |
| 85 | Département des affaires politiques | Oscar Fernandez-Taranco | SSG aux affaires politiques | Chef | SSG | | H | Argentine | 1 ^{er} juill. 2009 | Durée déterminée | 30 juin 2011 | BO | Oui | |
| 86 | Département des opérations de maintien de la paix | Babacar Gaye | Conseiller militaire | Chef | SSG | | H | Sénégal | 13 sept. 2010 | Durée déterminée | 12 sept. 2011 | | Non | |
| 87 | Département des opérations de maintien de la paix | Atul Khare | SSG aux opérations de maintien de la paix | Chef | SSG | | H | Inde | 1 ^{er} mai 2010 | Durée déterminée | 30 avril 2011 | | Non | |
| 88 | Département des opérations de maintien de la paix | Dimitry Titov | SSG à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité | Chef | SSG | | H | Russie | 30 août 2007 | Durée déterminée | 29 août 2011 | BO | Oui | |
| 89 | Cabinet du Secrétaire général | Kim Won-Soo | Chef de Cabinet adjoint | Chef | SSG | | H | République de Corée | 1 ^{er} janv. 2007 | Durée déterminée | 31 déc. 2010 | BO | Oui | |

| Numéro | Département/entité | Nom | Fonction | Classement | Rang | Femme | Homme | Pays de nationalité | Date de la nomination | Statut contractuel | Durée du mandat ³¹ | Source de financement | Soumis à la répartition géographique | Poste vacant |
|--------|---|---------------------|--|--------------|------|-------|-------|-----------------------|----------------------------|--|-------------------------------|-----------------------|--------------------------------------|--------------|
| 90 | Cabinet du Secrétaire général | Robert C. Orr | SSG à la planification des politiques. | Chef | SSG | | H | États-Unis d'Amérique | 16 août 2004 | Durée déterminée | 31 déc. 2010 | BO | Oui | |
| 91 | VIH/sida en Afrique | Elizabeth Mataka | Envoyée spéciale | Envoyé | SSG | F | | Botswana | 21 mai 2007 | Rémunération symbolique d'un dollar par an | 31 déc. 2010 | | Non | |
| 92 | VIH/sida dans la région des Caraïbes | George Alleyne | Envoyé spécial | Envoyé | SSG | | H | Barbade | 4 févr. 2003 | Rémunération symbolique d'un dollar par an | 31 déc. 2010 | | Non | |
| 93 | Droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays | Walter Kalin | Représentant | Représentant | SSG | | H | Suisse | 21 sept. 2004 | | | | Non | |
| 94 | TIC | Choi Soon-hong | Directeur général de l'informatique | Chef | SSG | | H | République de Corée | 28 août 2007 | Durée déterminée | 27 août 2011 | BO | Oui | |
| 95 | Mise en œuvre de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes | Margareta Wahlstrom | Représentante spéciale du Secrétaire général | Représentant | SSG | F | | Suède | 1 ^{er} janv. 2009 | Durée déterminée | 31 déc. 2010 | | Non | |
| 96 | Équipe conjointe Union africaine-ONU d'appui à la médiation | Azouz Ennifar | Médiateur en chef adjoint | Médiateur | SSG | | H | Tunisie | 20 oct. 2008 | Durée déterminée | 30 nov. 2010 | | Non | |
| 97 | Mécanisme conjoint de prévention des incidents et d'intervention et des discussions internationales de Genève sur la sécurité et la stabilité et le retour des déplacés et des réfugiés | Antti Turunen | Représentant de l'ONU | Représentant | SSG | | H | Finlande | 14 mars 2010 | Durée déterminée | 31 déc. 2010 | | Non | |
| 98 | Paludisme | Ray Chambers | Envoyé spécial | Envoyé | SSG | | H | États-Unis d'Amérique | 14 févr. 2008 | Rémunération symbolique d'un dollar par an | 13 févr. 2011 | | Non | |

| Numéro | Département/entité | Nom | Fonction | Classement | Rang | Femme | Homme | Pays de nationalité | Date de la nomination | Statut contractuel | Durée du mandat ³¹ | Source de financement | Soumis à la répartition géographique | Poste vacant |
|--------|--------------------|------------------------|---|------------------------|------|-------|-------|-----------------------|-----------------------|--------------------|-------------------------------|-----------------------|--------------------------------------|--------------|
| 99 | MINURCAT | Rima Salah | Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général | Représentant | SSG | F | | Jordanie | 7 mai 2008 | Durée déterminée | 31 déc. 2010 | | Non | |
| 100 | MINURSO | Hany Abdel-Aziz | Représentant spécial du Secrétaire général | Représentant | SSG | | H | Égypte | 5 nov. 2009 | Durée déterminée | 4 nov. 2010 | | Non | |
| 101 | MINUSTAH | Kevin Kennedy | Représentant spécial adjoint du Secrétaire général | Représentant | SSG | | H | États-Unis d'Amérique | 8 avril 2010 | Durée déterminée | 7 avril 2011 | | Non | |
| 102 | MINUSTAH | Nigel Fisher | Représentant spécial adjoint du Secrétaire général/ Coordonnateur résident/ Coordonnateur des opérations humanitaires | Représentant | SSG | | H | Canada | 3 avril 2010 | Durée déterminée | 15 juill. 2011 | | Non | |
| 103 | MONUSCO | Chander Prakash Wadhwa | Commandant de la Force | Commandant de la Force | SSG | | H | Inde | 13 août 2010 | Durée déterminée | 12 août 2011 | | Non | |
| 104 | MONUSCO | Fidele Sarassoro | Représentant spécial adjoint du Secrétaire général/ Coordonnateur résident/ Coordonnateur des opérations humanitaires | Représentant | SSG | | H | Côte d'Ivoire | 7 févr. 2010 | Durée déterminée | 6 févr. 2011 | | Non | |
| 105 | MONUSCO | Leila Zerrougui | Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général | Représentant | SSG | F | | Algérie | 10 oct. 2008 | Durée déterminée | 9 oct. 2010 | | Non | |
| 106 | BCAH | Catherine Bragg | SSG aux affaires humanitaires et Coordonnatrice adjointe des secours d'urgence | Chef | SSG | F | | Canada | 11 févr. 2008 | Durée déterminée | 10 févr. 2011 | BO | Oui | |
| 107 | HCDH | Ivan Simonovic | SSG aux droits de l'homme, New York | Chef | SSG | | H | Croatie | 17 juill. 2010 | Durée déterminée | 16 juill. 2011 | | Non | |

| Numéro | Département/entité | Nom | Fonction | Classement | Rang | Femme | Homme | Pays de nationalité | Date de la nomination | Statut contractuel | Durée du mandat ³¹ | Source de financement | Soumis à la répartition géographique | Poste vacant |
|--------|--|-----------------------------|---|--------------|------|-------|-------|-----------------------|----------------------------|--|-------------------------------|-----------------------|--------------------------------------|--------------|
| 108 | HCDH | Thomas Alexander Aleinikoff | Haut-Commissaire adjoint aux droits de l'homme, Genève | Chef | SSG | | H | États-Unis d'Amérique | 30 janv. 2010 | Durée déterminée | 29 janv. 2012 | | Non | |
| 109 | HCDH | Kang Kyung-wha | Haut-Commissaire adjointe aux droits de l'homme, Genève | Chef | SSG | F | | République de Corée | 1 ^{er} janv. 2007 | Durée déterminée | 31 déc. 2010 | BO | Oui | |
| 110 | Bureau des affaires juridiques | D. Stephen Mathias | SSG aux affaires juridiques | Chef | SSG | | H | États-Unis d'Amérique | 7 sept. 2010 | Durée déterminée | 6 sept. 2012 | BO | Oui | |
| 111 | OMBUDSMAN | Johnston Barkat | Ombudsman | Chef | SSG | | H | États-Unis d'Amérique | 21 avril 2008 | Durée déterminée | 20 avril 2013 | BO | Oui | |
| 112 | Bureau d'appui à la consolidation de la paix | Judy Cheng-Hopkins | SSG à l'appui à la consolidation de la paix | Chef | SSG | F | | Malaisie | 1 ^{er} sept. 2009 | Durée déterminée | 31 août 2011 | BO | Oui | |
| 113 | Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale | Miroslav Jenca | Représentant spécial du Secrétaire général et chef | Représentant | SSG | | H | Slovaquie | 1 ^{er} juin 2008 | Durée déterminée | 31 mai 2011 | | Non | |
| 114 | Coordonnateur principal des Nations Unies pour la grippe aviaire, et humaine | David Nabarro | Coordonnateur | Représentant | SSG | | H | Royaume-Uni | 1 ^{er} oct. 2005 | | 30 sept. 2011 | | Non | |
| 115 | Conseiller spécial du Secrétaire général | Edward C. Luck | Conseiller spécial | Conseiller | SSG | | H | États-Unis d'Amérique | 21 févr. 2008 | Rémunération symbolique d'un dollar par an | 20 févr. 2011 | | Non | |
| 116 | ONU-Habitat | Inga Bjork-Klevby | Directrice exécutive adjointe | Chef | SSG | F | | Suède | 1 ^{er} janv. 2006 | Durée déterminée | 28 déc. 2010 | | Non | |
| 117 | MANUA | Martin Kobler | Représentant spécial adjoint du Secrétaire général | Représentant | SSG | | H | Allemagne | 2 avril 2010 | Durée déterminée | 1 ^{er} avril 2011 | | Non | |
| 118 | MANUA | Robert Watkins | Représentant spécial adjoint du Secrétaire général/Coordonnateur résident/Coordonnateur des opérations humanitaires | Représentant | SSG | | H | Canada | 24 juin 2009 | Durée déterminée | 23 juin 2011 | | Non | |

| Numéro | Département/entité | Nom | Fonction | Classement | Rang | Femme | Homme | Pays de nationalité | Date de la nomination | Statut contractuel | Durée du mandat ³¹ | Source de financement | Soumis à la répartition géographique | Poste vacant |
|--------|--------------------|-------------------------|---|------------------------|------|-------|-------|-----------------------|----------------------------|--------------------|-------------------------------|-----------------------|--------------------------------------|--------------|
| 119 | MANUI | Jerzy Skuratowicz | Représentant spécial adjoint du Secrétaire général | Représentant | SSG | | H | Pologne | 9 janv. 2010 | Durée déterminée | 8 janv. 2011 | | Non | |
| 120 | MANUI | Christine McNab | Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général/ Coordonnatrice résidente/ Coordonnatrice des opérations humanitaires | Représentant | SSG | F | | Suède | 1 ^{er} nov. 2009 | Durée déterminée | 31 oct. 2011 | | Non | |
| 121 | MINUAD | Mohamed Yonis | Représentant spécial conjoint adjoint chargé des opérations et de la gestion de l'opération Union africaine-ONU au Darfour | Représentant | SSG | | H | Somalie | 1 ^{er} sept. 2009 | Durée déterminée | 31 août 2011 | | Non | |
| 122 | MINUAD | Patrick Nyamvumba | Commandant de la Force | Commandant de la Force | SSG | | H | Rwanda | 20 août 2009 | Durée déterminée | 19 août 11 | | Non | |
| 123 | MINUAD | | Représentant spécial conjoint adjoint Union africaine-ONU au Darfour | Représentant | SSG | | | | | | | | Non | Vacant |
| 124 | CNUCED | Petko Draganov | Vice-Secrétaire général | Chef | SSG | | H | Bulgarie | 1 ^{er} mai 2009 | Durée déterminée | 30 avril 2011 | BO | Oui | |
| 125 | CNUCED | Patricia Francis | Directrice exécutive | Chef | SSG | F | | Jamaïque | 4 juin 2006 | Durée déterminée | 3 juin 2012 | | Non | |
| 126 | FNUOD | Natalio C. Ecarma III | Chef de mission/ Commandant de la Force | Commandant de la Force | SSG | | H | Philippines | 14 févr. 2010 | Durée déterminée | 13 févr. 2011 | | Non | |
| 127 | UNFICYP | Lisa Buttenheim | Représentante spéciale du Secrétaire général | Représentant | SSG | F | | États-Unis d'Amérique | 16 août 2010 | Durée déterminée | 15 août 2011 | | Non | |
| 128 | HCR | T. Alexander Aleinikoff | Haut-Commissaire adjoint | Chef | SSG | | H | États-Unis d'Amérique | 2 déc. 2009 | | | | Non | |
| 129 | FINUL | Alberto Asarta Cuevas | Chef de mission/ Commandant de la Force | Commandant de la Force | SSG | | H | Espagne | 20 janv. 2010 | Durée déterminée | 19 janv. 2011 | | Non | |

| <i>Numéro</i> | <i>Département/entité</i> | <i>Nom</i> | <i>Fonction</i> | <i>Classement</i> | <i>Rang</i> | <i>Femme</i> | <i>Homme</i> | <i>Pays de nationalité</i> | <i>Date de la nomination</i> | <i>Statut contractuel</i> | <i>Durée du mandat³¹</i> | <i>Source de financement</i> | <i>Soumis à la répartition géographique</i> | <i>Poste vacant</i> |
|---------------|--|--|---|-------------------|-------------|--------------|--------------|----------------------------|------------------------------|---------------------------|-------------------------------------|------------------------------|---|---------------------|
| 130 | BINUCSIL | Michael von der Schulenburg | Représentant exécutif | Représentant | SSG | | H | Allemagne | 9 janv. 2009 | Durée déterminée | 8 janv. 2011 | | Non | |
| 131 | École internationale des Nations Unies | Silvia Fuhrman | Représentante spéciale du Secrétaire général | Représentant | SSG | F | | États-Unis d'Amérique | 1 ^{er} août 1996 | Durée déterminée | 30 juin 2011 | | Non | |
| 132 | Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine à Addis-Abeba | Zachary Muburi-Muita | Chef de bureau | Chef | SSG | | H | Kenya | 29 sept. 2010 | Durée déterminée | 28 sept. 2011 | | Non | |
| 133 | MINUL | Moustapha Soumare | Représentant spécial adjoint du Secrétaire général/ Coordonnateur résident/ Coordonnateur des opérations humanitaires (DSRSG/RC/HC) | Représentant | SSG | | H | Mali | 30 août 2009 | Durée déterminée | 29 août 2011 | | Non | |
| 134 | MINUL | Henrietta Joy Abena Nyarko Mensa-Bonsu | Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général | Représentant | SSG | F | | Ghana | 28 oct. 2007 | Durée déterminée | 31 oct. 2011 | | Non | |
| 135 | MINUS | Georg Charpentier | DSRSG/RC/HC | Représentant | SSG | | H | Finlande | 20 févr. 2010 | Durée déterminée | 19 févr. 2011 | | Non | |
| 136 | MINUS | Jasbir Singh Lidder | Représentant spécial adjoint du Secrétaire général | Représentant | SSG | | H | Inde | 10 janv. 2010 | Durée déterminée | 9 janv. 2011 | | Non | |
| 137 | MINUT | Shigeru Mochida | Représentant spécial adjoint du Secrétaire général | Représentant | SSG | | H | Japon | 30 août 2010 | Durée déterminée | 29 août 2011 | | Non | |
| 138 | MINUT | Finn Reske-Nielsen | Représentant spécial adjoint du Secrétaire général/ Coordonnateur résident/ Coordonnateur des opérations humanitaires | Représentant | SSG | | H | Danemark | 28 août 2006 | Durée déterminée | 27 août 2011 | | Non | |

| Numéro | Département/entité | Nom | Fonction | Classement | Rang | Femme | Homme | Pays de nationalité | Date de la nomination | Statut contractuel | Durée du mandat ³¹ | Source de financement | Soumis à la répartition géographique | Poste vacant |
|--------|---|-----------------|---|---------------|------|-------|-------|----------------------------------|----------------------------|--------------------|-------------------------------|-----------------------|--------------------------------------|--------------|
| 139 | ONUCI | Ndolamb Ngokwey | Représentant spécial adjoint du Secrétaire général/ Coordonnateur résident/ Coordonnateur des opérations humanitaires | Représentant | SSG | | H | République démocratique du Congo | 29 juill. 2010 | Durée déterminée | 28 juill. 2011 | | Non | |
| 140 | ONUCI | Abou Moussa | Représentant spécial adjoint du Secrétaire général principal | Représentant | SSG | | H | Tchad | 1 ^{er} sept. 2005 | Durée déterminée | 31 déc. 2010 | | Non | |
| 141 | ONUG | | Directeur général adjoint | Chef | SSG | | | | | Durée déterminée | | | Non | Vacant |
| 142 | BANUGBIS | Joseph Mutaboba | Représentant spécial du Secrétaire général | Représentant | SSG | | H | Rwanda | 7 févr. 2009 | Durée déterminée | 31 déc. 2010 | | Non | |
| 143 | ONUN/PNUE | Angela Cropper | Directrice exécutive adjointe du PNUE | Chef | SSG | F | | Trinité-et-Tobago | 1 ^{er} févr. 2008 | Durée déterminée | 31 janv. 2011 | | Non | |
| 144 | Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie | | Représentant spécial adjoint du Secrétaire général | Représentant | SSG | | | | | Durée déterminée | | | Non | Vacant |
| 145 | UNRWA | Margot Ellis | Commissaire générale adjointe | Chef | SSG | F | | États-Unis d'Amérique | 20 janv. 2010 | | | | Non | |
| 146 | Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient | Maxwell Gaylard | Coordonnateur spécial adjoint/ Coordonnateur résident/ Coordonnateur des opérations humanitaires | Coordonnateur | SSG | | H | Australie | 30 mars 2008 | Durée déterminée | 29 mars 2011 | | Non | |
| 147 | Coordonnateur spécial des Nations Unies pour les opérations de secours d'urgence au Libéria | Marta Ruedas | Coordonnatrice spéciale adjointe/ Coordonnatrice résidente/ Coordonnatrice des opérations humanitaires | Coordonnateur | SSG | F | | Espagne | 1 ^{er} oct. 2007 | Durée déterminée | 31 déc. 2010 | | Non | |

| Numéro | Département/entité | Nom | Fonction | Classement | Rang | Femme | Homme | Pays de nationalité | Date de la nomination | Statut contractuel | Durée du mandat ³¹ | Source de financement | Soumis à la répartition géographique | Poste vacant |
|--------|------------------------------|-------------------|--|---------------|------|-------|-------|---------------------|----------------------------|--------------------|-------------------------------|-----------------------|--------------------------------------|--------------|
| | | Robert Watkins | Coordonnateur spécial adjoint/Coordonnateur résident/Coordonnateur des opérations humanitaires | Coordonnateur | SSG | | H | Canada | Annoncée le 22 déc. 2010 | Durée déterminée | | | Non | |
| 148 | ONUST | Robert Mood | Chef d'état-major et Chef de mission | Chef | SSG | | H | Norvège | 10 févr. 2009 | Durée déterminée | 9 févr. 2011 | | Non | |
| 149 | Violences faites aux enfants | Marta Santos Pais | Représentante spéciale du Secrétaire général | Représentant | SSG | F | | Portugal | 1 ^{er} sept. 2009 | Durée déterminée | 31 août 2011 | | Non | |

| Récapitulatif | SGA | SSG | Total |
|--|-----------|-----------|------------|
| Total | 71 | 78 | 149 |
| Postes vacants | 1 | 3 | 4 |
| Nominations annoncées | – | 2 | 2 |
| Femmes | 16 | 19 | 35 |
| Hommes | 54 | 56 | 110 |
| Durée déterminée | 47 | 69 | 116 |
| Engagement sur la base de services effectifs | 8 | 0 | 8 |
| Rémunération symbolique d'un dollar par an | 11 | 4 | 15 |
| Financés au titre du budget ordinaire (BO) | 27 | 20 | 47 |
| Postes soumis à la répartition géographique | 27 | 20 | 47 |

Annexe II

**Liste des Secrétaires généraux adjoints
et des Sous-Secrétaires généraux et titulaires
de postes de rang équivalent³²**

| <i>Département</i> | <i>Rang</i> | <i>Année</i> | <i>Nom</i> | <i>Pays</i> | <i>Sexe</i> |
|--------------------------------------|-------------|----------------------|----------------------------|-----------------------|-------------|
| Cabinet du Secrétaire général | SGA | En poste depuis 2007 | Asha-Rose Migiro | Tanzanie | F |
| | | En poste depuis 2007 | Vijay K. Nambiar | Inde | H |
| | | 2005-2006 | Mark Malloch Brown | Royaume-Uni | H |
| | | 2004-2005 | Lakhdar Brahimi | Algérie | H |
| | | 2003-2003 | Maurice Strong | Canada | H |
| | | 2002-2002 | Martin Lees | Royaume-Uni | H |
| | | 2001-2001 | Nafis I. Sadik | Pakistan | F |
| | | 1999-1999 | Mohamed Sahnoun | Algérie | H |
| | | 1999-1999 | Diego Cordovez | Équateur | H |
| | | 1999-1999 | Jamsheed K. A. Marker | Pakistan | H |
| | | 1998-2006 | Louise Frechette | Canada | F |
| | | 1997-2005 | Iqbal Riza | Pakistan | H |
| | | 1997-2001 | Maurice Strong | Canada | H |
| | | 1993-1996 | Chinmaya R. Gharekhan | Inde | H |
| | | 1992-1992 | Joseph Verner Reed | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 1982-1992 | Virendra Dayal | Inde | H |
| | | 1978-1981 | Rafeuddin Ahmed | Pakistan | H |
| | | 1961-1972 | Chakravarthi V. Narasmihan | Inde | H |
| | | 1953-1961 | Andrew W. Cordier | États-Unis d'Amérique | H |
| | SSG | En poste depuis 2007 | Kim Won-Soo | République de Corée | H |
| | | 2005-2006 | Alicea Barcena Ibarra | Mexique | F |
| | | En poste depuis 2004 | Robert C. Orr | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 2004-2005 | Élisabeth Lindenmayer | France | F |

³² *Source* : Annuaire des Nations Unies, fichier UNIQUE, Bibliothèque Dag Hammarskjöld des Nations Unies.

| <i>Département</i> | <i>Rang</i> | <i>Année</i> | <i>Nom</i> | <i>Pays</i> | <i>Sexe</i> |
|--|-------------|----------------------|------------------------|-----------------------|-------------|
| | | 2002-2003 | Patricia M. Durrant | Jamaïque | F |
| | | 2002-2002 | Diego Arria | Venezuela | H |
| | | 2001-2002 | Michael Doyle | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 1998-1999 | Miles Stoby | Guyana | H |
| | | 1997-2002 | Gillian M. Sorensen | États-Unis d'Amérique | F |
| | | 1997-2000 | John Ruggie | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 1995-1996 | Rosario Green | Mexique | F |
| | | 1994-1994 | Benita Ferrero-Waldner | Autriche | F |
| | | 1992-1994 | Alvaro de Soto | Pérou | H |
| | | 1991-1996 | Jean-Claude Aime | Haïti | H |
| | | 1988-1990 | Alvaro de Soto | Pérou | H |
| | | 1986-1993 | Aly I. Teymour | Égypte | H |
| Département de l'appui aux missions | SGA | En poste depuis 2008 | Susana Malcorra | Argentine | F |
| | SSG | En poste depuis 2009 | Anthony Banbury | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 2007-2008 | Jane Hall Lute | États-Unis d'Amérique | F |
| Département des opérations de maintien de la paix | SGA | En poste depuis 2008 | Alain Le Roy | France | H |
| | | 2000-2008 | Jean-Marie Guehenno | France | H |
| | | 1997-2000 | Bernard Miyet | France | H |
| | | 1993-1996 | Kofi A. Annan | Ghana | H |
| | | 1992-1993 | Marrack I. Goulding | Royaume-Uni | H |
| | SSG | En poste depuis 2010 | Atul Khare | Inde | H |
| | | En poste depuis 2010 | Babacar Gaye | Sénégal | H |
| | | 2008-2010 | Chikadibia Obiakor | Nigéria | H |
| | | En poste depuis 2007 | Dmitry Titov | Fédération de Russie | H |
| | | 2007-2010 | Edmond Mulet | Guatemala | H |
| | | 2003-2007 | Jane Hall Lute | États-Unis d'Amérique | F |
| | | 2001-2003 | Michael A. Sheehan | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 1999-2007 | Alvaro de Soto | Pérou | H |

| <i>Département</i> | <i>Rang</i> | <i>Année</i> | <i>Nom</i> | <i>Pays</i> | <i>Sexe</i> |
|---|----------------|-------------------------|----------------------------|-----------------------|-------------|
| Département des affaires politiques et prédécesseurs | SGA | 1998-1999 | Choi Young-Jin | République de Corée | H |
| | | 1997-2007 | Hedi Annabi | Tunisie | H |
| | | 1994-1998 | Manfred Eisele | Allemagne | H |
| | | 1993-1996 | Iqbal Riza | Pakistan | H |
| | | 1992-1992 | Kofi A. Annan | Ghana | H |
| | | 1975-1977 | Rafeuddin Ahmed | Pakistan | H |
| | | 1973-1974 | Ismat Kittani | Iraq | H |
| | | En poste depuis 2007 | B. Lynn Pascoe | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 2005-2007 | Ibrahim A. Gambari | Nigéria | H |
| | | 1999-2002 | Ibrahim A. Gambari | Nigéria | H |
| | | 1997-2005 | Kieran Prendergast | Royaume-Uni | H |
| | | 1995-1995 | Mahmoud Mestiri | Tunisie | H |
| | | 1993-1996 | Marrack I. Goulding | Royaume-Uni | H |
| | | 1992-1993 | Vladimir Petrovsky | Fédération de Russie | H |
| | | 1991-1994 | James O. C. Jonah | Sierra Leone | H |
| | | 1989-1991 | Ronald I. Spiers | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 1987-1991 | Vasilij S. Safronchuk | URSS | H |
| | | 1987-1988 | Joseph Verner Reed | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 1986-1991 | Marrack I. Goulding | Royaume-Uni | H |
| | | 1983-1986 | Rafeuddin Ahmed | Pakistan | H |
| | | 1981-1988 | Diego Cordovez | Équateur | H |
| | | 1981-1986 | Viacheslav A. Ustinov | URSS | H |
| | | 1979-1990 | Abdulrahim Abby Farah | Somalie | H |
| | | 1979-1982 | Issoufou Saidou Djermakoye | Niger | H |
| | | 1979-1980 | Javier Perez de Cuellar | Pérou | H |
| | | 1978-1980 | Mikhail D. Sytenko | URSS | H |
| | | 1976-1986 | William B. Buffum | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 1974-1986 | Brian E. Urquhart | Royaume-Uni | H |
| | | 1973-1977 | Arkady N. Shevchenko | URSS | H |
| | | 1972-1978 | Tang Ming-chao | Chine | H |
| 1972-1975 | Bradford Morse | États-Unis d'Amérique | H | | |

| <i>Département</i> | <i>Rang</i> | <i>Année</i> | <i>Nom</i> | <i>Pays</i> | <i>Sexe</i> |
|--------------------|-------------|----------------------|----------------------------|-----------------------|-------------|
| | | 1971-1978 | Roberto E. Guyer | Argentine | H |
| | | 1968-1972 | Leonid N. Kutakov | URSS | H |
| | | 1967-1972 | Issoufou Saidou Djermakoye | Niger | H |
| | | 1965-1970 | Jose Rolz-Bennett | Guatemala | H |
| | | 1965-1967 | Alexei E. Nesterenko | URSS | H |
| | | 1963-1965 | Godfrey K. J. Amachree | Nigéria | H |
| | | 1963-1964 | Vladimir P. Suslov | URSS | H |
| | | 1962-1963 | Omar Loutfi | République arabe unie | H |
| | | 1962-1963 | Evgeny D. Kiselyv | URSS | H |
| | | 1960-1961 | Georgy P. Arkadev | URSS | H |
| | | 1959-1960 | Chakravarthi V. Narasmihan | Inde | H |
| | | 1958-1959 | Anatoly F. Dobrynin | URSS | H |
| | | 1958-1958 | Humphrey Trevelyan | Royaume-Uni | H |
| | | 1956-1964 | Dragoslav Protitch | Yougoslavie | H |
| | | 1954-1970 | Ralph Bunche | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 1954-1957 | Benjamin A. Cohen | Chili | H |
| | | 1953-1956 | Ilya S. Tchernychev | URSS | H |
| | | 1953-1953 | Victor Hoo | Chine | H |
| | | 1952-1953 | Constantin E. Zinchenko | URSS | H |
| | SSG | En poste depuis 2010 | Taye-Brook Zerihoun | Éthiopie | H |
| | | En poste depuis 2009 | Oscar Fernandez-Taranco | Argentine | H |
| | | 2007-2010 | Haile Menkerios | Érythrée | H |
| | | 2005-2008 | Angela Kane | Allemagne | F |
| | | 2004-2007 | Javier Ruperez | Espagne | H |
| | | 2002-2007 | Tulaimeni Kalomoh | Namibie | H |
| | | 2000-2005 | Danilo Turk | Slovénie | H |
| | | 1997-2001 | Ibrahima Fall | Sénégal | F |
| | | 1995-1999 | Alvaro de Soto | Pérou | H |
| | | 1995-1995 | G. B. Schlittler-Silva | Brésil | H |
| | | 1994-1996 | Lansana Kouyate | Guinée | H |
| | | 1994-1994 | Rosario Green | Mexique | F |

| <i>Département</i> | <i>Rang</i> | <i>Année</i> | <i>Nom</i> | <i>Pays</i> | <i>Sexe</i> |
|--|-------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-------------|
| | | 1992-1993 | Benon Vahe Sevan | Chypre | H |
| | | 1992-1992 | Giandomenico Picco | Italie | H |
| | | 1991-1992 | Alvaro de Soto | Pérou | H |
| | | 1987-1991 | Sotirios Mousouris | Grèce | H |
| | | 1987-1990 | James O. C. Jonah | Sierra Leone | H |
| | | 1985-1986 | Iqbal A. Akhund | Pakistan | H |
| | | 1985-1986 | Najmuddine S. Rifai | Syrie | H |
| | | 1984-1985 | Robert Muller | France | H |
| | | 1984-1984 | George L. Sherry | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 1983-1986 | Fou-Tchin Liu | Chine | H |
| | | 1983-1984 | Enuga Reddy | Inde | H |
| | | 1980-1981 | M'Hamed Essaafi | Tunisie | H |
| | | 1980-1980 | Fou-Tchin Liu | Chine | H |
| | | 1979-1979 | Ilter Turkmen | Turquie | H |
| | | 1978-1981 | Gordon K. Goundrey | Canada | H |
| | | 1973-1978 | Abdulrahim Abby Farah | Somalie | H |
| | | 1972-1973 | Brian E. Urquhart | Royaume-Uni | H |
| | | 1946-1948 | Arkady Sobolev | URSS | H |
| Département de la sûreté et de la sécurité | SGA | En poste depuis 2009 | Gregory B. Starr | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 2005-2008 | David Veness | Royaume-Uni | H |
| Département des affaires économiques et sociales et prédécesseurs | SGA | En poste depuis 2007 | Sha Zukang | Chine | H |
| | | 2003-2007 | Jose Antonio Ocampo | Colombie | H |
| | | 1996-1996 | Jin Yongjian | Chine | H |
| | | 1993-1996 | Jean-Claude Milleron | France | H |
| | | 1992-2002 | Nitin Desai | Inde | H |
| | | 1991-1995 | Ji Chaozhu | Chine | H |
| | | 1989-1991 | Antoine Blanca | France | H |
| | | 1987-1991 | Rafeeuddin Ahmed | Pakistan | H |
| | | 1985-1990 | Xie Qimei | Chine | H |
| | | 1982-1986 | Shuaib Uthman Yoloh | Nigéria | H |
| | | 1979-1984 | Bi Jilong | Chine | H |

| <i>Département</i> | <i>Rang</i> | <i>Année</i> | <i>Nom</i> | <i>Pays</i> | <i>Sexe</i> |
|--------------------|-------------|-------------------------|----------------------------|-------------|-------------|
| | | 1978-1988 | Jean Louis Ripert | France | H |
| | | 1978-1981 | K. K. S. Dadzie | Ghana | H |
| | | 1975-1977 | Gabriel Van Laetham | France | H |
| | | 1973-1978 | Issoufou Saidou Djermakoye | Niger | H |
| | | 1954-1974 | Philippe de Seynes | France | H |
| | SSG | En poste depuis 2008 | Thomas Stelzer | Autriche | H |
| | | En poste depuis 2005 | Jomo Kwame Sundaram | Malaisie | H |
| | | En poste depuis 2004 | Rachel Mayanja | Ouganda | F |
| | | 1998-2007 | Patrizio M. Civili | Italie | H |
| | | 1997-2003 | Angela E. V. King | Jamaïque | F |
| | | 1987-1987 | Meredith Alister McIntyre | Grenade | H |
| | | 1986-1986 | Tamar Oppenheimer | Canada | F |
| | | 1985-1992 | Goran P. Ohlin | Suède | H |
| | | 1985-1987 | Luis Maria Gomez | Argentine | H |
| | | 1984-1986 | Sotirios Mousouris | Grèce | H |
| | | 1984-1986 | Vladimir S. Pozharski | URSS | H |
| | | 1981-1991 | Enrique ter Horst | Venezuela | H |
| | | 1981-1985 | Leticia R. Shahani | Philippines | F |
| | | 1981-1983 | Robert Muller | France | H |
| | | 1978-1986 | Margaret Joan Anstee | Royaume-Uni | F |
| | | 1978-1984 | Peter Hansen | Danemark | H |
| | | 1978-1984 | P. N. Dhar | Inde | H |
| | | 1978-1980 | Diego Cordovez | Équateur | H |
| | | 1972-1980 | Helvi Sipila | Finlande | F |
| | | 1972-1972 | Abdulrahim Abby Farah | Somalie | H |
| | | 1962-1971 | Victor Hoo | Chine | H |
| | | 1951-1954 | Guillaume Georges-Picot | France | H |
| | | 1946-1951 | David K. Owen | Royaume-Uni | H |
| | | 1946-1950 | Henri Laugier | France | H |

| <i>Département</i> | <i>Rang</i> | <i>Année</i> | <i>Nom</i> | <i>Pays</i> | <i>Sexe</i> |
|--|------------------------|----------------------|------------------------------|-----------------------|-------------|
| Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence et prédécesseurs | SGA | En poste depuis 2007 | Shaaban Muhammad Shaaban | Égypte | H |
| | | 2001-2006 | Chen Jian | Chine | H |
| | | 1997-2000 | Yongjian Jin | Chine | H |
| | | 1982-1991 | Eugeniusz Wyzner | Pologne | H |
| | | 1972-1981 | Bohdan Lewandowski | Pologne | H |
| | | 1962-1971 | Giri Nosek | Tchécoslovaquie | H |
| | | 1954-1961 | Victor Hoo | Chine | H |
| | SSG | En poste depuis 2009 | Franz Baumann | Allemagne | H |
| | | 2006-2009 | Yohannes Mengesha | Éthiopie | H |
| | | 2004-2005 | Angela Kane | Allemagne | F |
| | | 2001- 2003 | Miles Stoby | Guyana | H |
| | | 1997-2000 | Federico Riesco-Quintana | Chili | H |
| | | 1953-1954 | Shamaldharee Lall | Inde | H |
| | | 1946-1949 | Adriannus Adrian Pelt | Pays-Bas | H |
| Département de la gestion | SGA | En poste depuis 2008 | Angela Kane | Allemagne | F |
| | | 2007-2008 | Alicia Barcena Ibarra | Mexique | F |
| | | 2005-2006 | Christopher Bancroft Burnham | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 2003-2005 | Catherine Bertini | États-Unis d'Amérique | F |
| | | 1994-2002 | Joseph E. Connor | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 1993-1993 | Melissa Wells | États-Unis d'Amérique | F |
| | | 1992-1992 | Dick Thornburgh | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 1991-1991 | J. Richard Foran | Canada | H |
| | | 1990-1990 | Martii Ahtisaari | Finlande | H |
| | | 1989-1989 | Luis Maria Gomez | Argentine | H |
| | | 1987-1988 | Martii Ahtisaari | Finlande | H |
| | | 1982-1986 | Patricio Ruedas | Espagne | H |
| | | 1979-1981 | Helmut F. Debatin | RFA | H |
| | | 1972-1978 | George F. Davidson | Canada | H |
| 1971-1971 | Horatio Keith Matthews | Royaume-Uni | H | | |

| <i>Département</i> | <i>Rang</i> | <i>Année</i> | <i>Nom</i> | <i>Pays</i> | <i>Sexe</i> |
|--|-------------|----------------------|--|-----------------------|-------------|
| | | 1968-1970 | Andrew A. Stark | Royaume-Uni | H |
| | | 1954-1967 | Suppression du Département des services administratifs et financiers | | |
| | | 1946-1953 | Byron Price | États-Unis d'Amérique | H |
| DG/Plan-cadre d'équipement | SSG | En poste depuis 2007 | Michael Adlerstein | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 2005-2006 | Louis Frederick Reuter IV | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 2004-2004 | Vacant | | |
| | | 2003-2004 | Toshiyuki Niwa | Japon | H |
| DG/Bureau des services centraux d'appui | SSG | En poste depuis 2008 | Warren Sach | Royaume-Uni | H |
| | | 2003-2007 | Andrew Toh | Singapour | H |
| | | 1998-2003 | Toshiyuki Niwa | Japon | H |
| | | 1994-1997 | Benon Vahe Sevan | Chypre | H |
| | | 1993-1993 | Carole R. Thompson | États-Unis d'Amérique | F |
| | | 1992-1993 | Françoise Cestac | France | F |
| | | 1987-1992 | J. Richard Foran | Canada | H |
| | | 1984-1986 | Alice Weil | États-Unis d'Amérique | F |
| | | 1977-1983 | Clayton C. Timbrell | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 1972-1976 | Robert J. Ryan | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 1953-1971 | David B. Vaughn | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 1947-1953 | Byron F. Wood | Canada | H |
| | | 1946-1947 | John B. Hutson | États-Unis d'Amérique | H |
| DG/Bureau de la gestion des ressources humaines | SSG | En poste depuis 2008 | Catherine Pollard | Guyana | F |
| | | 2005-2008 | Jan Beagle | Nouvelle-Zélande | F |
| | | 2003-2005 | Rosemary McCreery | Irlande | F |
| | | 1997-2003 | Rafiah Salim | Malaisie | F |
| | | 1994-1996 | Dennis J. Halliday | Irlande | H |
| | | 1993-1993 | Christine Dodson | États-Unis d'Amérique | F |
| | | 1992-1992 | Armando Duque Gonzalez | Colombie | H |
| | | 1990-1991 | Abdou Ciss | Sénégal | H |
| | | 1987-1989 | Kofi A. Annan | Ghana | H |

| <i>Département</i> | <i>Rang</i> | <i>Année</i> | <i>Nom</i> | <i>Pays</i> | <i>Sexe</i> |
|--|-------------|-------------------------|----------------------------|-----------------------|-------------|
| | | 1985-1987 | Mercedes Pulido de Briceno | Venezuela | F |
| | | 1983-1986 | Louis-Pascal Negre | Mali | H |
| | | 1982-1982 | Leila H. Doss | Égypte | F |
| | | 1979-1986 | James O.C. Jonah | Sierra Leone | H |
| | | 1969-1978 | Mohamed Habib Gherab | Tunisie | H |
| | | 1962-1967 | Alexander MacFarquhar | Royaume-Uni | H |
| | | 1959-1961 | W. A. B. Hamilton | Royaume-Uni | H |
| | | 1958-1958 | John McDiarmid | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 1954-1957 | J. A. C. Robertson | Royaume-Uni | H |
| DG/Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité | SSG | En poste depuis 2008 | Jun Yamazaki | Japon | H |
| | | 2005-2008 | Warren Sach | Royaume-Uni | H |
| | | 1996-2005 | Jean-Pierre Halbwachs | Maurice | H |
| | | 1992-1995 | Yukio Takasu | Japon | H |
| | | 1992-1992 | J. Richard Foran | Canada | H |
| | | 1990-1991 | Kofi A. Annan | Ghana | H |
| | | 1987-1989 | Luis Maria Gomez | Argentine | H |
| | | 1982-1986 | J. Richard Foran | Canada | H |
| | | 1979-1981 | Patricio Ruedas | Espagne | H |
| | | 1974-1978 | Helmut F. Debatin | RFA | H |
| | | 1972-1973 | Wilbur H. Ziehl | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 1955-1971 | Bruce R. Turner | Nouvelle-Zélande | H |
| | | 1954-1954 | H. C. Andersen | Islande | H |
| Département de l'information | SGA | En poste depuis 2007 | Kiyotaka Akasaka | Japon | H |
| | | 2001-2007 | Shashi Tharoor | Inde | H |
| | | 1998-2001 | Kensaku Hogen | Japon | H |
| | | 1992-1992 | Eugeniusz Wyzner | Pologne | H |
| | | 1987-1991 | Therese Paquet-Sevigny | Canada | F |
| | | 1979-1986 | Yasushi Akashi | Japon | H |
| | | 1960-1964 | Hernane Tavares de Sa | Brésil | H |
| | | 1954-1958 | Ahmed S. Bokhari | Pakistan | H |

| <i>Département</i> | <i>Rang</i> | <i>Année</i> | <i>Nom</i> | <i>Pays</i> | <i>Sexe</i> |
|---|-------------|----------------------|----------------------------|---------------------|-------------|
| Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique | SSG | 1994-1997 | Samir Sanbar | Liban | H |
| | | 1993-1993 | Marco Vianello-Chiodo | Italie | H |
| | | 1972-1978 | Genichi Akatani | Japon | H |
| | | 1968-1971 | Agha Abdul Hamid | Pakistan | H |
| | | 1946-1954 | Benjamin A. Cohen | Chili | H |
| | SGA | En poste depuis 2007 | Noeleen Heyzer | Singapour | F |
| | | 2000-2007 | Kim Hak-Su | République de Corée | H |
| | | 1995-2000 | Adrianus Mooy | Indonésie | H |
| | | 1994-1994 | Seiko Takahashi | Japon | F |
| | | 1992-1994 | Rafeeuddin Ahmed | Pakistan | H |
| | | 1981-1992 | S. A. M. S. Kibria | Bangladesh | H |
| | | 1973-1981 | J. B. P. Maramis | Indonésie | H |
| | | 1959-1973 | U Nyun | Myanmar | H |
| | | 1956-1959 | Chakravarthi V. Narasmihan | Inde | H |
| Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale | SGA | 1947-1956 | P. S. Lokanathan | Inde | H |
| | | En poste depuis 2010 | Rima Khalaf | Jordanie | F |
| | | 2007-2010 | Bader Al-Dafa | Qatar | H |
| | | 2000-2007 | Mervat Tallawy | Égypte | F |
| | | 1995-2000 | Hazem El-Beblawi | Égypte | H |
| | | 1993-1995 | Sabbaheddin Bakjaji | Syrie | H |
| | | 1989-1993 | Tayseer Abdel Jaber | Jordanie | H |
| | | 1985-1988 | Mohammad Said Al-Nabulsi | Jordanie | H |
| Commission économique pour l'Afrique | SGA | 1974-1985 | Mohammad Said Al-Attar | Yémen | H |
| | | En poste depuis 2005 | Abdoulie Janneh | Gambie | H |
| | | 1995-2005 | Kingsley Amoako | Ghana | H |
| | | 1992-1995 | Layashi Yaker | Algérie | H |
| | | 1991-1992 | Issa Diallo | Guinée | H |
| | | 1975-1991 | Adebayo Adedeji | Nigéria | H |
| | | 1961-1975 | Robert K. A. Gardiner | Ghana | H |
| 1959-1961 | Mekki Abbas | Soudan | H | | |

| <i>Département</i> | <i>Rang</i> | <i>Année</i> | <i>Nom</i> | <i>Pays</i> | <i>Sexe</i> | |
|---|--------------------------|----------------------|--------------------------|----------------------|-------------|---|
| Commission économique pour l'Europe | SGA | En poste depuis 2009 | Jan Kubis | Slovaquie | H | |
| | | 2005-2008 | Marek Belka | Pologne | H | |
| | | 2002-2005 | Brigita Schmognerova | Slovaquie | F | |
| | | 2000-2001 | Danuta Hubner | Pologne | F | |
| | | 1993-2000 | Yves Berthelot | France | H | |
| | | 1987-1993 | Gerald Hinteregger | Autriche | H | |
| | | 1983-1986 | Klaus Sahlgren | Finlande | H | |
| | | 1968-1982 | Janez Stanovnik | Yougoslavie | H | |
| | | 1960-1967 | Vladimir Velebit | Yougoslavie | H | |
| | | 1957-1960 | Sakari Tuomioja | Finlande | H | |
| | | 1947-1957 | Gunnar Myrdal | Suède | H | |
| Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes | SGA | En poste depuis 2008 | Alicia Barcena Ibarra | Mexique | F | |
| | | 2003-2008 | Jose Luis Machinea | Argentine | H | |
| | | 1998-2003 | Jose Antonio Ocampo | Colombie | H | |
| | | 1988-1997 | Gert Rosenthal | Guatemala | H | |
| | | 1985-1987 | Norberto Gonzalez | Argentine | H | |
| | | 1972-1985 | Enrique V. Iglesias | Uruguay | H | |
| | | 1967-1972 | Carlos Quintana | Mexique | H | |
| | | 1963-1966 | Jose Antonio Mayobre | Venezuela | H | |
| | | 1950-1963 | Raul Prebisch | Argentine | H | |
| 1948-1950 | Gustavo Martinez Cabanas | Mexique | H | | | |
| Bureau des affaires de désarmement | SGA | En poste depuis 2007 | Sergio de Queiroz Duarte | Brésil | H | |
| | | 2006-2007 | Nobuaki Tanaka | Japon | H | |
| | | 2003-2006 | Nobuyasu Abe | Japon | H | |
| | | 1998-2003 | Jayantha Dhanapala | Sri Lanka | H | |
| | | 1992-1997 | Prvoslav Davinic | Yougoslavie | H | |
| | | 1987-1991 | Yasushi Akashi | Japon | H | |
| | | 1982-1987 | Jan Martenson | Suède | H | |
| | | SSG | 1979-1982 | Jan Martenson | Suède | H |
| | | | 1977-1979 | Rolf G. Bjornerstedt | Suède | H |

| <i>Département</i> | <i>Rang</i> | <i>Année</i> | <i>Nom</i> | <i>Pays</i> | <i>Sexe</i> |
|---|-------------|----------------------|----------------------------|---------------------|-------------|
| Bureau de la coordination des affaires humanitaires et prédécesseurs | SGA | En poste depuis 2010 | Valerie Amos | Royaume-Uni | F |
| | | 2007-2010 | John Holmes | Royaume-Uni | H |
| | | 2003-2007 | Jan Eglund | Norvège | H |
| | | 2001-2003 | Kenzo Oshima | Japon | H |
| | | 1998-2000 | Sergio Vieira de Mello | Brésil | H |
| | | 1996-1998 | Yasushi Akashi | Japon | H |
| | | 1994-1996 | Peter Hansen | Danemark | H |
| | | 1992-1994 | Jan K. Eliasson | Suède | H |
| | | 1982-1992 | M'Hamed Essaafi | Tunisie | H |
| | | 1972-1981 | Faruk N. Berkol | Turquie | H |
| | SSG | En poste depuis 2008 | Catherine Bragg | Canada | F |
| | | 2004-2008 | Margareta Wahlstrom | Suède | F |
| | | 2000-2003 | Carolyn McAskie | Canada | F |
| 1996-1996 | | Gualtiero Fulcheri | Italie | H | |
| Bureau des technologies de l'information et des communications | SSG | En poste depuis 2007 | Choi Soon-Hong | République de Corée | H |
| Bureau des services de contrôle interne et prédécesseurs | SGA | En poste depuis 2010 | Carman Lapointe | Canada | F |
| | | 2005-2010 | Inga-Britt Ahlenius | Suède | F |
| | | 2000-2005 | Dileep Nair | Singapour | H |
| | | 1999-1999 | Vacant | | |
| | | 1994-1999 | Karl Theodor Paschke | Allemagne | H |
| | SSG | 1993-1994 | Mohamed Aly Niazi | Égypte | H |
| Bureau des affaires juridiques | SGA | En poste depuis 2008 | Patricia O'Brien | Irlande | F |
| | | 2004-2008 | Nicolas Michel | Suisse | H |
| | | 1994-2004 | Hans Axel Valdemar Corell | Suède | H |
| | | 1983-1994 | Carl-August Fleischhauer | Allemagne | H |
| | | 1974-1982 | Eric Suy | Belgique | H |
| | | 1953-1973 | Constantin A. Stavropoulos | Grèce | H |

| <i>Département</i> | <i>Rang</i> | <i>Année</i> | <i>Nom</i> | <i>Pays</i> | <i>Sexe</i> | |
|---|--|----------------------|-------------------------|-----------------------------|-----------------------|---|
| | SSG | En poste depuis 2010 | Stephen Mathias | États-Unis d'Amérique | H | |
| | | 2008-2010 | Peter Taksoe-Jensen | Danemark | H | |
| | | 2006-2008 | Larry Johnson | États-Unis d'Amérique | H | |
| | | 2002-2002 | Robin Vincent | Royaume-Uni | H | |
| | | 1998-2006 | Ralph Zacklin | Royaume-Uni | H | |
| | | 1946-1952 | Ivan S. Kerno | Tchécoslovaquie | H | |
| | | 1946-1952 | Abraham F. Feller | États-Unis d'Amérique | H | |
| | Haut-Commissariat aux droits de l'homme | SGA | En poste depuis 2008 | Navanethem Pillay | Afrique du Sud | F |
| | | | 2004-2008 | Louise Arbour | Canada | F |
| | | | 2003-2004 | Bertrand Ramcharan | Guyana | H |
| 2002-2003 | | | Sergio Vieira de Mello | Brésil | H | |
| 1997-2002 | | | Mary Robinson | Irlande | F | |
| 1994-1996 | | | Jose Ayala Lasso | Équateur | H | |
| SSG | | | En poste depuis 2010 | Ivan Simonovic | Croatie | H |
| Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement | | SGA | En poste depuis 2010 | Thomas Alexander Aleinikoff | États-Unis d'Amérique | H |
| | | | En poste depuis 2007 | Kang Kyung-wha | République de Corée | F |
| | | | 2004-2006 | Mehr Khan Williams | Pakistan | F |
| | 1998-2002 | | Bertrand Ramcharan | Guyana | H | |
| | 1993-1996 | | Ibrahima Fall | Sénégal | F | |
| | 2002-2006 | | Anwarul Karim Chowdhury | Bangladesh | H | |
| Bureau chargé du Programme Iraq (Pétrole contre nourriture : 1997-2004) | SGA | 2001-2001 | Yuli Vorontsov | Fédération de Russie | H | |
| | | 1997-2004 | Benon Vahe Sevan | Chypre | H | |
| | SSG | 2004-2004 | Ramiro Lopes da Silva | Portugal | H | |
| | | 2000-2001 | Tun Myat | Myanmar | H | |

| <i>Département</i> | <i>Rang</i> | <i>Année</i> | <i>Nom</i> | <i>Pays</i> | <i>Sexe</i> |
|--|----------------------|---|---------------------------|-----------------------|-------------------------------------|
| Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix | SSG | 1998-1999 | Hans von Sponeck | Allemagne | H |
| | | En poste depuis 2009 | Judy Cheng-Hopkins | Malaisie | F |
| | | 2008-2009 | Jane Hall Lute | États-Unis d'Amérique | F |
| Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement | SGA | 2006-2008 | Carolyn McAskie | Canada | F |
| | | En poste depuis 2005 | Supachai Panitchpakdi | Thaïlande | H |
| | | 1995-2003 | Rubens Ricupero | Brésil | H |
| | | 1986-1994 | Kenneth K. S. Dadzie | Ghana | H |
| | | 1974-1984 | Gamani Corea | Sri Lanka | H |
| | SSG | 1969-1973 | Manuel Perez-Guerrero | Venezuela | H |
| | | 1963-1968 | Raul Prebisch | Argentine | H |
| | | En poste depuis 2009 | Petko Draganov | Bulgarie | H |
| | | En poste depuis 2006 | Patricia Francis | Jamaïque | F |
| | | 1998-2005 | Carlos Fortin Cabezas | Chili | H |
| | | 1993-1994 | Carlos Fortin Cabezas | Chili | H |
| Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme | SGA | 1985-1992 | Yves Berthelot | France | H |
| | | 1982-1986 | Meredith Alister McIntyre | Grenade | H |
| | | 1980-1985 | Johannes Pronk | Pays-Bas | H |
| | | 1977-1979 | Bernard T. Chidzero | Zimbabwe Rhodésie | H |
| | | 1976-1978 | Stein Rossen | Norvège | H |
| | | En poste depuis 2010 | Michelle Bachelet | Chili | F |
| | | Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés | SGA | En poste depuis 2005 | Antonio Manuel de Oliveira Guterres |
| 2001-2005 | Rudolphus Lubbers | | | Pays-Bas | H |
| 1991-2000 | Sadako Ogata | | | Japon | F |
| 1990-1990 | Thorvald Stoltenberg | | | Norvège | H |
| 1986-1989 | Jean-Pierre Hocke | | | Suisse | H |
| 1978-1985 | Poul Hartling | | | Danemark | H |
| 1965-1977 | Sadrudin Aga Khan | | | Iran | H |

| <i>Département</i> | <i>Rang</i> | <i>Année</i> | <i>Nom</i> | <i>Pays</i> | <i>Sexe</i> |
|--|----------------------|-------------------------------|--------------------------------|-----------------------|-------------|
| Office des Nations Unies à Genève | SSG | 1960-1965 | Felix Schnyder | Suisse | H |
| | | 1956-1960 | Auguste R. Lindt | Suisse | H |
| | | 1951-1956 | Gerrit Jan van Heuven Goedhart | Pays-Bas | H |
| | | En poste depuis 2010 | T. Alexander Aleinikoff | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 2007-2009 | L. Craig Johnstone | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 2004-2007 | Wendy Chamberlin | États-Unis d'Amérique | F |
| | | 2001-2003 | Mary Ann Wyrsh | États-Unis d'Amérique | F |
| | | 1999-2001 | Frederick Barton | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 1993-1999 | Gerald Walzer | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 1990-1992 | Martin Douglas Stafford | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 1986-1989 | Arthur Eugene Dewey | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 1981-1985 | William Richard Smyser | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 1980-1980 | Dale S. De Haan | États-Unis d'Amérique | H |
| | 1963-1965 | Sadrudin Aga Khan | Iran | H | |
| | En poste depuis 2002 | Sergei Ordzhonikidze | Fédération de Russie | H | |
| | 1993-2002 | Vladimir Petrovsky | Fédération de Russie | H | |
| | 1992-1994 | Sotirios Mousouris | Grèce | H | |
| | 1992-1993 | Antoine Blanca | France | H | |
| | 1987-1991 | Jan Martenson | Suède | H | |
| | 1985-1991 | Miljan Komatina | Yougoslavie | H | |
| | 1983-1986 | Eric Suy | Belgique | H | |
| | 1980-1981 | Mowaffak Allaf | Syrie | H | |
| | 1979-1984 | Rikhi Jaipal | Inde | H | |
| | 1977-1982 | Luigi Cottafavi | Italie | H | |
| | 1968-1977 | Vittorio Winspeare-Guicciardi | Italie | H | |
| | 1958-1967 | Pier P. Spinelli | Italie | H | |
| | 1954-1957 | Adriannus Adrian Pelt | Pays-Bas | H | |
| 1953-1953 | Arthur Rucker | Royaume-Uni | H | | |
| 1952-1952 | J. Franklin Ray | États-Unis d'Amérique | H | | |

| <i>Département</i> | <i>Rang</i> | <i>Année</i> | <i>Nom</i> | <i>Pays</i> | <i>Sexe</i> | |
|--|-------------|--------------------------|-----------------------|----------------|-------------------|---|
| Office des Nations Unies à Nairobi/ ONU-Habitat | SGA | 1946-1952 | Wlodzimierz Moderow | Pologne | H | |
| | | En poste depuis 2010 | Joan Clos | Espagne | H | |
| | | En poste depuis 2009 | Achim Steiner | Allemagne | H | |
| | | 2002-2009 | Anna Tibaijuka | Tanzanie | F | |
| | | 1998-2007 | Klaus Toepfer | Allemagne | H | |
| | | 1993-1997 | Elizabeth Dowdeswell | Canada | F | |
| | | 1978-1992 | Arcot Ramachandran | Inde | H | |
| | | 1975-1992 | Mostafa Kamal Tolba | Égypte | H | |
| | | 1973-1974 | Maurice Strong | Canada | M | |
| | | SSG | En poste depuis 2008 | Angela Cropper | Trinité-et-Tobago | F |
| | | En poste depuis 2006 | Inga Bjork-Klevby | Suède | F | |
| | | 2002-2005 | Hamdallah Zedan | Égypte | M | |
| | | 2000-2001 | Anna Tibaijuka | Tanzanie | F | |
| | | 1998-2006 | Shafqat S. Kakakhel | Pakistan | H | |
| | | 1998-1998 | Reuben James Olembo | Kenya | H | |
| | 1997-1997 | Darshan Johal | Canada | H | | |
| | 1994-1996 | Wally N'Dow | Gambie | H | | |
| | 1991-1992 | Anthony T. Brough | Royaume-Uni | H | | |
| | 1989-1991 | Sveneld Evteev | URSS | H | | |
| | 1986-1991 | William H. Mansfield III | États-Unis d'Amérique | H | | |
| | 1984-1992 | Sumihiro Kuyama | Japon | H | | |
| | 1983-1985 | Joseph Wheeler | États-Unis d'Amérique | H | | |
| | 1982-1988 | Genady N. Golubev | URSS | H | | |
| | 1981-1986 | Rudolph Schmidt | Allemagne | H | | |
| | 1977-1982 | Peter Shaw Thacher | États-Unis d'Amérique | H | | |
| | 1977-1980 | Horst Peter Oltmanns | Allemagne | H | | |
| | 1977-1980 | Sveneld Evteev | URSS | H | | |
| | 1977-1977 | Cesar Quintana | États-Unis d'Amérique | H | | |
| | 1976-1976 | David A. Munro | Canada | H | | |

| <i>Département</i> | <i>Rang</i> | <i>Année</i> | <i>Nom</i> | <i>Pays</i> | <i>Sexe</i> |
|---|-------------|----------------------|------------------------|-----------------------|-------------|
| Office des Nations Unies à Vienne | SGA | 1975-1976 | Richard B. Stedman | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 1973-1974 | Mostafa Kamal Tolba | Égypte | H |
| | | 1973-1974 | Robert A. Frosch | États-Unis d'Amérique | H |
| | | En poste depuis 2010 | Yuri Fedotov | Fédération de Russie | H |
| | | 2002-2010 | Antonio Maria Costa | Italie | H |
| | | 1997-2002 | Giuseppe Pino Arlacchi | Italie | H |
| | | 1991-1996 | Giorgio Giacomelli | Italie | H |
| | | 1987-1991 | Margaret Joan Anstee | Royaume-Uni | F |
| | | 1984-1986 | Mowaffak Allaf | Syrie | H |
| | | 1980-1982 | Charles Bourbonniere | Canada | H |
| Médiateur des Nations Unies | SSG | 1982-1992 | Giuseppe di Gennaro | Italie | H |
| | | 1982-1983 | Mowaffak Allaf | Syrie | H |
| | | 1978-1981 | Bror A. Rexed | Suède | H |
| | | 1976-1977 | Jacobus De Beus | Pays-Bas | H |
| Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient | SSG | En poste depuis 2008 | Johnston Barkat | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 2004-2008 | Patricia M. Durrant | Jamaïque | F |
| | | En poste depuis 2010 | Filippo Grandi | Italie | H |
| | | 2005-2010 | Karen AbuZayd | États-Unis d'Amérique | F |
| | | 1996-2005 | Peter Hansen | Danemark | H |
| | | 1991-1996 | Ilter Turkmen | Turquie | H |
| | | 1985-1991 | Giorgio Giacomelli | Italie | H |
| | | 1979-1985 | Olof Rydbeck | Suède | H |
| | | 1977-1979 | Thomas W. McElhiney | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 1971-1977 | John Shaw Rennie | Royaume-Uni | H |
| | | 1964-1971 | Laurence Michelmore | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 1959-1963 | John H. Davis | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 1958-1958 | Leslie J. Carver | Royaume-Uni | H |
| | | 1954-1958 | Henry R. Labouisse | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 1951-1953 | John B. Blandford | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 1950-1951 | Howard Kennedy | Canada | H |

| <i>Département</i> | <i>Rang</i> | <i>Année</i> | <i>Nom</i> | <i>Pays</i> | <i>Sexe</i> |
|--------------------|-------------|-------------------------|----------------------|-----------------------|-------------|
| | SSG | En poste depuis 2010 | Margot Ellis | États-Unis d'Amérique | F |
| | | 2005-2009 | Filippo Grandi | Italie | H |
| | | 2001-2004 | Karen AbuZayd | États-Unis d'Amérique | F |
| | | 1997-2000 | Mohamed Abdelmoumene | Algérie | H |
| | | 1995-1996 | Luce Daniele Biolato | Italie | H |
| | | 1994-1994 | Mohamed Abdelmoumene | Algérie | H |
| | | 1988-1993 | William L. Eagleton | États-Unis d'Amérique | H |
| | | 1985-1987 | Robert S. Dillon | États-Unis d'Amérique | H |

Annexe III

Présentation succincte des observations du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies sur le projet de rapport du CCI

1. Comme le présent rapport traite des mesures qui pourraient être prises pour accroître encore la transparence dans le processus de sélection et de nomination des hauts fonctionnaires, les inspecteurs ont constaté avec surprise que le Secrétariat qualifiait ses observations de « confidentielles », qualificatif que les inspecteurs interprètent comme signifiant qu'elles ne sont pas censées être rendues publiques. Ils estiment que cette prétention du Secrétariat va à l'encontre du concept de transparence, qu'il s'agisse de la transparence dans laquelle le présent rapport devait être établi ou de celle qui doit accompagner le processus de sélection et de nomination des hauts fonctionnaires. Qui plus est, considérant les instructions contenues dans la circulaire ST/SGB/2007/6 du Secrétaire général relative au classement et au maniement des informations sensibles ou confidentielles, les inspecteurs n'ont trouvé dans les observations du Secrétariat aucun élément qui justifierait le qualificatif de « confidentielles » ni aucune raison impérieuse ou convaincante qui l'expliquerait dans le cas de leur rapport. Quoi qu'il en soit, en raison de la qualification de confidentielles desdites observations et conformément à l'article 6 3) du Statut du CCI, les inspecteurs ont estimé qu'ils n'étaient pas en mesure de partager les observations du Secrétariat sans le consentement de celui-ci. S'ils le souhaitent, les États Membres ont en revanche toute liberté pour lui demander de lever le secret. En conséquence, la présente annexe ne reprend ni les observations du Secrétariat, ni l'analyse qu'en ont faite les inspecteurs.

2. Les inspecteurs ont apporté au texte du rapport un certain nombre de précisions et modifications sur la suggestion du Secrétariat, dont ils lui sont reconnaissants. Mais ils n'ont pas tenu compte de la plupart des modifications que celui-ci suggérait d'apporter aux directives et à la description du site Web et qui auraient purement et simplement vidé le rapport de toute substance. Le Secrétariat a demandé de supprimer les principales initiatives en faveur de la transparence ainsi que les éléments constitutifs du site Web ou les a jugées impossibles à mettre en pratique, parce qu'il estimait soit qu'elles nuisaient au caractère confidentiel du processus, soit qu'elles empiétaient sur le pouvoir discrétionnaire du Secrétaire général. Pour les inspecteurs, se rallier à cet avis reviendrait à revenir à la case départ et à maintenir le statu quo. Tout au long de ses observations, le Secrétariat a insisté sur la nécessité de respecter à tous égards le caractère confidentiel du processus, en opposition avec les objectifs du présent rapport. Selon les inspecteurs, le défi à relever consiste à trouver un équilibre entre, d'une part, la fourniture de suffisamment d'éléments d'information aux États Membres pour les convaincre que le processus est ouvert, équitable et transparent et, d'autre part, le respect du caractère confidentiel des candidatures ou des délibérations des jurys d'entretien comme de la réflexion du Secrétaire général lui-même. Les directives et la création du site Web qu'ils proposent répondent à ce souci.

3. Si on lit attentivement les recommandations relatives aux directives et à la teneur du site Web, force est de constater qu'elles ne compromettent en rien l'intégrité ou l'efficacité du travail de réflexion du Secrétaire général. Les inspecteurs ont pris soin d'assurer le respect du caractère confidentiel des

candidatures tout en rendant l'ensemble du processus plus transparent pour les États Membres et les candidats eux-mêmes. Ils ne croient pas et ne partagent pas l'idée que la teneur de l'une ou l'autre recommandations portent en aucune manière atteinte au pouvoir discrétionnaire du Secrétaire général ni qu'il y ait des questions de confidentialité en jeu. Comme ils l'expliquent aux paragraphes 46, 47 et 48 du rapport, le Secrétaire général jouit du pouvoir discrétionnaire de sélectionner et de nommer la personne de son choix. Mais il ne saurait avoir carte blanche pour contourner le processus qu'il a lui-même institué. Ce processus, exposé dans le rapport du Secrétaire général sur le principe de responsabilité (A/64/640), est bien en place mais opaque. Les inspecteurs admettent que tout processus, qu'il s'applique au Siège, au terrain ou à d'autres postes à responsabilité, est et sera exposé à des considérations politiques aléatoires, mais cela ne saurait servir d'excuse pour négliger la transparence dans le processus de sélection et de nomination. Les directives suggérées et les informations qui seraient fournies sur le site Web devraient dissiper tout souci à cet égard et les inspecteurs invitent les États Membres à accepter, rejeter ou modifier selon qu'il convient les recommandations qu'ils ont formulées dans le présent rapport.

Annexe IV

Vue d'ensemble des mesures à prendre par les organisations participantes suite aux recommandations du CCI – JIU/REP/2011/2

| | Impact escompté | ONU, ses fonds et programmes | | | | | | | | | | | Institutions spécialisées et AIEA | | | | | | | | | | | | | | |
|------------------|---------------------|------------------------------|--------|-------------------------------------|------|-------------|-----|-------|------|-------|--------|-----|-----------------------------------|-----|-----|--------|------|-----|-----|-----|-----|-----|------|-------|-----|------|---|
| | | ONU* | CNUCED | Office contre la drogue et le crime | PNUE | ONU-Habitat | HCR | UNRWA | PNUD | FNUAP | UNICEF | PAM | UNOPS | OIT | FAO | UNESCO | OACI | OMS | UPU | UIT | OMM | OMI | OMPI | ONUDI | OMT | AIEA | |
| Rapport | Pour suite à donner | X | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Pour information | | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X |
| Recommandation 1 | a | L | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Recommandation 2 | a | L | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Légende : **L** : La recommandation appelle l'adoption d'une décision par un organe législatif.
 : La recommandation n'exige pas l'adoption de mesures par cette organisation.

Impact escompté : **a** : responsabilisation accrue; **b** : diffusion de meilleures pratiques; **c** : coordination et coopération accrues; **d** : contrôle et observance accrus; **e** : efficacité accrue; **f** : importantes économies financières; **g** : efficacité accrue; **o** : autre.

* Englobe toutes les entités visées dans la circulaire ST/SGB/2002/11, à l'exception de la CNUCED, de l'Office contre la drogue et le crime, du PNUE, d'ONU-Habitat, du HCR et de l'UNRWA.